

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/203013]

Extrait de l'arrêt n° 84/2021 du 10 juin 2021

Numéro du rôle : 7194

*En cause* : les recours en annulation des articles 2 à 6, 8 et 9 de la loi du 14 octobre 2018 « modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe », et de l'article 2, *a*) et *b*), de la même loi, introduits respectivement par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et par l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, et des juges T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache et T. Detienne, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 mai 2019 et parvenue au greffe le 3 juin 2019, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me P. Herman, avocat au barreau de Charleroi, a introduit un recours en annulation des articles 2 à 6, 8 et 9 de la loi du 14 octobre 2018 « modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe » (publiée au *Moniteur belge* du 20 décembre 2018, deuxième édition).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 juin 2019 et parvenue au greffe le 20 juin 2019, un recours en annulation de l'article 2, *a*) et *b*), de la même loi a été introduit par l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », l'ASBL « L'Atelier des Droits Sociaux », l'ASBL « Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté », l'ASBL « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté », l'ASBL « Ligue des droits humains » et l'ASBL « Association Syndicale des Magistrats », assistées et représentées par Me P. Robert et Me L. Laperche, avocats au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 7194 et 7215 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant au contexte législatif*

B.1.1. Les articles 2 à 6, 8 et 9, attaqués, de la loi du 14 octobre 2018 « modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe » (ci-après : la loi du 14 octobre 2018) modifient le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et visent à réformer les droits de mise au rôle. Un droit de mise au rôle est une taxe réclamée au justiciable qui introduit une action devant une juridiction. Le droit de mise au rôle est un droit spécial dû à titre de contribution aux frais de la procédure.

B.1.2. La loi du 14 octobre 2018 a été adoptée à la suite de l'arrêt de la Cour n° 13/2017 du 9 février 2017 par lequel celle-ci a annulé les articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 28 avril 2015 « modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe » et a maintenu, jusqu'à l'intervention du législateur et au plus tard jusqu'au 31 août 2017, les effets des dispositions annulées à l'égard des demandes introduites devant une juridiction jusqu'à cette date.

B.1.3. Dorénavant, les droits de mise au rôle sont à nouveau liés à la nature de la juridiction saisie du litige mais ne dépendent plus de la valeur du litige. La loi du 14 octobre 2018 opère principalement une augmentation de leurs montants par rapport à ceux qui prévalaient avant la loi du 28 avril 2015, précitée, ainsi qu'un déplacement du moment où ces droits sont exigibles, non plus au début mais à la fin de l'instance.

Les dispositions attaquées s'appliquent aux affaires dont l'inscription ou la réinscription visée à l'article 269<sup>1</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est demandée à partir du 1<sup>er</sup> février 2019.

B.1.4. Les travaux préparatoires mentionnent :

« Compte tenu du délai fixé par la Cour constitutionnelle, le Gouvernement propose d'adapter par le présent projet de loi les dispositions relatives aux droits de mise au rôle du Code enreg. telles qu'elles existaient avant d'être modifiées par les dispositions légales annulées par la Cour constitutionnelle, de sorte que :

- l'objectif budgétaire convenu en ce qui concerne les droits de mise au rôle (supplément récurrent de recettes de 20 millions d'euros) soit réalisé;
- la simplification déjà exécutée dans la loi du 28 avril 2015, par laquelle il n'est plus fixé de tarifs distincts en fonction du rôle auquel l'acte introductif doit être inscrit, soit maintenue;
- le principe de la saisine permanente du tribunal de la famille soit maintenu pour les causes réputées urgentes [...];
- les exemptions en matières sociales soient étendues à toutes les causes relevant de la compétence matérielle du tribunal du travail;
- une nouvelle exemption en matière de faillite soit prévue;
- les exceptions en matière fiscale soient maintenues;
- le tarif réduit devant les justices de paix et les tribunaux de commerce soit supprimé mais le montant du droit de mise au rôle devant les juges de paix et les tribunaux de police soit augmenté dans une moindre mesure que les montants devant les tribunaux du niveau supérieur afin de faciliter autant que possible l'accès à ces juges de proximité » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2569/001, pp. 5-6).

L'exposé des motifs indique en outre :

« La question d'une participation raisonnable du justiciable aux frais de la procédure est tout aussi importante. Le fonctionnement de l'appareil judiciaire est payé en majeure partie par les moyens généraux et donc par l'ensemble des contribuables, bien qu'un petit groupe seulement de citoyens fassent appel à cet appareil au cours de leur vie pour faire reconnaître leurs droits. Il n'est donc pas illogique de demander à l'utilisateur une participation aux frais, qui reste très modique en première instance » (*ibid.*, p. 8).

Et :

« Outre un 'update' de la participation du justiciable aux frais de l'appareil judiciaire, le gouvernement vise également en majorant les droits de mise au rôle une plus grande dissuasion financière du recours irréfléchi au pouvoir judiciaire, souvent jusqu'à l'épuisement complet de la chaîne des instances auxquelles la demande peut être soumise (de la première instance à l'appel, puis à la cassation). Il ressort de la pratique que de très nombreux avocats vont en appel, à la demande de leur client, après avoir perdu le procès afin de suspendre l'exécution, alors que les chances de gagner le procès en seconde instance sont souvent faibles. Cela demande trop de temps et d'efforts au SPF Justice alors qu'en ces temps budgétaires difficiles pour l'autorité, ce département est également appelé à gérer les frais de fonctionnement de manière stricte.

L'objectif de la perception d'un droit de mise au rôle plus élevé est également d'attirer l'attention du citoyen, dès le début de la procédure (les principaux frais, à savoir les frais d'avocat et l'éventuelle indemnité de procédure, ne sont payés qu'à l'issue de l'instance), sur le fait qu'ester en justice n'est pas gratuit et que le coût augmente à mesure que l'on applique davantage de voies de recours contre une décision judiciaire. Le coût total engendré par la tentative de régler un litige par le biais d'une instance judiciaire est souvent plus élevé que le recours à une forme alternative de résolution des litiges. Depuis la loi du 21 février 2005, il peut être fait appel dans une série de catégories de litiges (familiaux, civils, commerciaux et sociaux) à une procédure de médiation organisée formellement dans le Code judiciaire (voy. Septième partie : La médiation - articles 1724 à 1737). De plus, il existe encore le modèle juridique de l'arbitrage : conformément à l'article 1676 du Code judiciaire, tout litige né ou à naître d'un rapport de droit déterminé sur lequel il est permis de transiger peut faire l'objet d'un arbitrage par convention. Un des objectifs de l'augmentation du droit de mise au rôle est donc d'inciter le justiciable à utiliser davantage les modes alternatifs de résolution de litiges prévus dans l'ordre juridique » (*ibid.*, p. 10).

B.1.5. Dans son avis du 19 juin 2017, la section de législation du Conseil d'État a observé :

« Il faut en outre tenir compte de la charge financière totale liée à l'engagement d'une procédure judiciaire. Dès lors, outre les droits de mise au rôle, il faut également porter en compte tous les coûts que les pouvoirs publics lient à une procédure judiciaire, tels que les autres droits de greffe, l'indemnité de procédure éventuellement due, la cotisation au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne et la TVA (non récupérable) sur les honoraires des avocats, et ce à toutes les étapes de la procédure » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 32).

Partant de ce constat, le Conseil d'État observe que :

« [Les auteurs du projet] ne peuvent se contenter, comme tel est le cas actuellement dans l'exposé des motifs, de soutenir que 'la majoration des droits de mise au rôle ne met pas en péril l'accès à la justice tel que le requiert notamment la Convention européenne des droits de l'homme'. En effet, il ne ressort nullement de cette considération que le législateur a pris en compte tous les coûts que les pouvoirs publics lient à une procédure judiciaire.

[...] Cette observation vaut spécialement pour les personnes dont le revenu excède à peine le plafond des revenus fixé pour bénéficier de la gratuité totale ou partielle de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire » (*ibid.*, p. 33).

B.1.6. Le Conseil supérieur de la justice a également rendu un avis sur l'avant-projet de loi. Il souligne que « la pression financière sur les procédures judiciaires a systématiquement augmenté, a fortiori depuis l'augmentation des indemnités de procédure en 2008 » et qu'« il n'est aucunement avéré que la participation aux frais de la procédure n'est pas actuellement suffisamment importante ». Le Conseil supérieur de la justice conclut, d'une part, que « la réglementation projetée ne semble pas basée sur un critère pertinent et ce critère ne paraît pas proportionné aux objectifs poursuivis, qui sont difficilement conciliables » et, d'autre part, que les nouvelles dispositions « portent atteinte au principe de l'accès au juge sans donner de justification valable à cet égard » (avis sur l'avant-projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe, approuvé par l'Assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice le 19 juin 2017).

B.1.7. Postérieurement à l'introduction des recours, le législateur fédéral a adopté la loi du 31 juillet 2020 « modifiant le code judiciaire afin d'améliorer l'accès à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire par l'augmentation des plafonds de revenus applicables en la matière » (ci-après : la loi du 31 juillet 2020), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2020. Les seuils d'accès sont majorés de 200 euros pour l'aide juridique entièrement gratuite et l'aide juridique partiellement gratuite (articles 508/13/1 et 508/13/2 du Code judiciaire, nouveaux). La loi du 31 juillet 2020 prévoit également des majorations supplémentaires de 100 euros au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année jusqu'en 2023 inclus, suivies d'une indexation annuelle sur la base de l'indice des prix à la consommation à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2024 (article 508/13/4 du Code judiciaire, nouveau), ainsi qu'un certain nombre de nouveaux critères de calcul des moyens d'existence, dont la fixation de catégories de personnes présumées ne pas bénéficier de moyens d'existence suffisants ou la modification du régime de déduction par personne à charge.

B.1.8. En raison de cet élément nouveau, la Cour a ordonné d'office la réouverture des débats pour permettre aux parties de s'expliquer sur l'incidence que ces dispositions peuvent avoir sur les recours.

*Quant aux dispositions attaquées*

B.2.1. L'article 2 de la loi du 14 octobre 2018 apporte des modifications à l'article 269<sup>1</sup> du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, qui dispose en conséquence :

« Art. 269<sup>1</sup>. Il est dû pour chaque cause inscrite ou réinscrite au rôle général, au registre des requêtes ou au registre des demandes en référé :

- 1° dans les justices de paix et les tribunaux de police, un droit de 50 euros;
- 2° dans les tribunaux de première instance et les tribunaux de l'entreprise, un droit de 165 euros;
- 3° dans les cours d'appel, un droit de 400 euros;
- 4° à la Cour de cassation, un droit de 650 euros.

Aucun droit n'est perçu pour les contestations portées devant le juge des saisies ou le juge de paix dans le cadre de l'application de l'article 1409, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et 1409, § 1<sup>er</sup>*bis*, alinéa 4, du Code judiciaire.

Les causes réputées urgentes visées à l'article 1253<sup>ter</sup>/7 du Code judiciaire sont soumises à un droit unique lorsque l'objectif de la nouvelle saisine du tribunal de la famille est de modifier une demande sur laquelle il s'est déjà prononcé. Ce régime est étendu aux mesures relatives à l'exercice de l'autorité parentale prononcées par le tribunal de la jeunesse dont la modification est demandée devant le tribunal de la famille ».

B.2.2. L'article 3 de la loi du 14 octobre 2018 remplace l'article 269<sup>2</sup> du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe comme suit :

« Art. 269<sup>2</sup>. § 1<sup>er</sup>. Dans sa décision définitive, le juge condamne la partie ou les parties qui sont redevables du droit au paiement de ce dernier ou au paiement de leur part dans ce dernier. La décision du juge n'est susceptible d'aucun recours.

La partie qui a inscrit l'affaire au rôle est entièrement redevable du droit, excepté si :

- 1° le défendeur succombe, dans ce cas le droit est entièrement dû par le défendeur;

2° les parties succombent respectivement sur quelque chef, dans ce cas le droit est dû en partie par le demandeur et en partie par le défendeur, selon la décision du juge.

Le droit est exigible à la date de la condamnation.

§ 2. Au cas où une affaire est rayée ou omise du rôle en application de l'article 730 du Code judiciaire, le droit est exigible à partir de la date de la radiation ou de l'omission à charge de la partie qui a fait inscrire l'affaire au rôle ».

B.2.3. Les articles 4 et 5 de la loi du 14 octobre 2018 disposent :

« Art. 4. L'article 269<sup>3</sup> du même Code, inséré par la loi du 24 décembre 1993, abrogé par la loi du 28 avril 2015, annulée [sic] par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 13/2017, est abrogé.

Art. 5. L'article 269<sup>4</sup> du même Code, inséré par la loi du 27 mai 2013, est abrogé ».

B.2.4. L'article 6 de la loi du 14 octobre 2018 complète par le 3° et le 4° l'article 279<sup>1</sup> du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, qui dispose en conséquence :

« Art. 279<sup>1</sup>. Sont exemptées du droit de mise au rôle :

1° l'inscription des causes dont les jugements et arrêts bénéficient de l'exemption du droit ou de la formalité de l'enregistrement en vertu des articles 161 et 162.

Toutefois, le droit est dû pour les procédures visées sous l'article 162, 13°;

2° l'inscription d'une cause par le greffier de la juridiction à laquelle cette cause est renvoyée conformément à la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ou par une décision judiciaire de dessaisissement;

3° l'inscription des causes qui sont portées devant les juridictions du travail;

4° l'inscription des causes qui sont introduites dans le cadre du livre XX du Code de droit économique ».

B.2.5. L'article 8 de la loi du 14 octobre 2018 dispose :

« L'article 281 du même Code, réintroduit par la loi du 27 mai 2013, est abrogé ».

B.2.6. L'article 9 de la loi du 14 octobre 2018 dispose :

« Art. 9. L'article 288 du même Code, abrogé par la loi du 19 décembre 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

' Art. 288. En ce qui concerne les droits de mise au rôle, le Roi peut, par arrêté établi après délibération en Conseil des ministres, déterminer les règles en matière de perception, de délais de prescription, de modes d'interruption et de suspension de la prescription, de poursuites et instances et d'intérêts moratoires et ainsi déroger aux règles visées aux articles 286 et 287. Les arrêtés qui sont pris en application de cet article sont confirmés par la loi dans les 12 mois qui suivent la date de leur publication au *Moniteur Belge*. ' ».

*Quant au moyen unique*

B.3. Les parties requérantes dans les deux affaires prennent un moyen dont le contenu est largement similaire. Le moyen unique est pris de la violation par les dispositions attaquées des articles 10, 11, 13 et 172 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec le principe général du droit d'accès à un juge.

L'augmentation des droits de mise au rôle limiterait de manière disproportionnée le droit d'accès au juge, en particulier pour des justiciables disposant de moyens d'existence qui dépassent à peine le plafond fixé pour pouvoir bénéficier, totalement ou partiellement, de l'aide juridique, d'autant plus que cette augmentation vient s'ajouter à tous les coûts que les pouvoirs publics lient à une procédure judiciaire, tels que les autres droits de greffe, l'indemnité de procédure éventuellement due, la cotisation au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne et la TVA (non récupérable) sur les honoraires des avocats, et ce à toutes les étapes de la procédure.

B.4.1. L'article 13 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne ».

B.4.2. L'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

L'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ».

B.4.3. L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose :

« Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice ».

B.5.1. Le droit d'accès au juge constitue un principe général de droit qui doit être garanti à chacun dans le respect des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, des articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, et de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Il constitue un aspect essentiel du droit à un procès équitable et est fondamental dans un État de droit. De plus, le droit de s'adresser à un juge concerne tout autant la liberté d'agir en justice que celle de se défendre.

B.5.2. Le droit d'accès au juge n'est cependant pas absolu. Il peut faire l'objet de restrictions pour autant que celles-ci ne portent pas atteinte à l'essence même de ce droit. Les restrictions à ce droit doivent être raisonnablement proportionnées au but légitime qu'elles poursuivent (CEDH, 7 juillet 2009, *Stagno c. Belgique*, § 25). La réglementation à cet égard doit servir les buts de sécurité juridique et de bonne administration de la justice et ne peut donc induire des restrictions empêchant le justiciable de voir la substance de son litige tranchée par la juridiction compétente (CEDH, *Stagno c. Belgique*, précité; 29 mars 2011, *RTBF c. Belgique*, § 69).

Ces restrictions peuvent revêtir un caractère financier (CEDH, 19 juin 2001, *Kreuz c. Pologne*, § 54; 18 novembre 2014, *Elinç c. Turquie*, § 71). Cela étant, le montant des frais doit être apprécié à la lumière des circonstances particulières d'une affaire donnée, y compris la solvabilité du requérant et la phase de la procédure à laquelle la restriction en question est imposée. Tous ces facteurs sont à prendre en compte pour déterminer si l'intéressé a bénéficié de son droit d'accès et

si sa cause a été entendue par un tribunal (CEDH, *Kreuz c. Pologne*, précité, § 60; *Elinç c. Turquie*, précité, § 72). Ainsi, le montant des frais de procédure qui n'apparaît pas très élevé au premier abord peut représenter une somme considérable pour l'intéressé et constituer une charge excessive pour celui-ci, de sorte qu'il cesse de bénéficier d'un droit d'accès concret et effectif à un tribunal (CEDH, 18 novembre 2008, *Serin c. Turquie*, § 31; 2 février 2010, *Eyüp Akdeniz c. Turquie*, § 25).

B.6. Par les dispositions attaquées, le législateur a entendu adapter la législation à l'arrêt de la Cour n° 13/2017 du 9 février 2017, ainsi que réaliser des économies budgétaires et simplifier le système des droits de mise au rôle (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 5). Outre ces objectifs, l'exposé des motifs mentionne également la volonté de renforcer la participation raisonnable du justiciable aux frais de la procédure (*ibid.*, p. 8).

Deux autres objectifs peuvent par ailleurs être relevés. D'une part, le législateur vise une « plus grande dissuasion financière du recours irréfléchi au pouvoir judiciaire », mû par le constat qu'il « ressort de la pratique que de très nombreux avocats vont en appel, à la demande de leur client, après avoir perdu le procès afin de suspendre l'exécution, alors que les chances de gagner le procès en seconde instance sont souvent faibles » (*ibid.*, p. 10). D'autre part, il s'agit d'« inciter le justiciable à utiliser davantage les modes alternatifs de résolution des litiges » afin d'attirer l'attention du citoyen sur le fait qu'ester en justice n'est pas gratuit; la médiation judiciaire et l'arbitrage sont notamment cités comme exemples de modes alternatifs (*ibid.*, p. 10).

B.7. Les objectifs de simplifier le système des droits de mise au rôle, de réaliser des économies budgétaires, de renforcer la participation raisonnable du justiciable aux frais de la procédure et de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges revêtent un caractère légitime. Il apparaît par conséquent que les dispositions attaquées poursuivent des objectifs légitimes qui relèvent de l'intérêt général.

B.8. Les dispositions attaquées prévoient quatre montants de droits de mise au rôle, qui varient entre 50 et 675 euros et qui augmentent en fonction de la nature de la juridiction saisie de la demande. De ce fait, cette réforme constitue une mesure pertinente pour simplifier le système global des droits de mise au rôle ainsi que la charge de travail qui pèse sur les services des greffes des juridictions visées. De même, l'augmentation générale des montants est pertinente à la lumière de l'objectif budgétaire poursuivi par le législateur, qui évalue celui-ci à un supplément récurrent de recettes de 20 millions d'euros par an (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 5). Enfin, la participation du justiciable aux frais de la procédure peut aussi avoir pour effet de dissuader d'entamer des procédures inutiles.

B.9. La Cour doit encore examiner si les dispositions attaquées n'entraînent pas d'effets disproportionnés, particulièrement pour la catégorie de justiciables visée par le moyen.

Les dispositions attaquées augmentent les droits de mise au rôle dans les procédures devant toutes les juridictions judiciaires, respectivement de 30, 31 ou 40 euros à 50 euros (une augmentation de 25 à 66,6 %) pour les justices de paix et les tribunaux de police, de 30, 60 ou 100 euros à 165 euros (une augmentation de 65 à 450 %) pour les tribunaux de première instance et les tribunaux de l'entreprise, de 210 euros à 400 euros (une augmentation de 90,5 %) pour les cours d'appel et de 375 euros à 650 euros (une augmentation de 73,3 %) pour la Cour de cassation. Elles ont donc manifestement pour effet d'accroître significativement le coût d'une procédure judiciaire.

B.10. Le coût de la procédure résultant de l'entrée en vigueur des dispositions attaquées n'est pas nécessairement, en lui-même, une cause d'atteinte au droit à un recours effectif. Il a néanmoins pour effet d'alourdir la charge financière liée à l'exercice de ce droit, laquelle diffère selon le niveau des moyens d'existence des justiciables. Le législateur doit en tenir compte lorsqu'il prend des mesures susceptibles d'alourdir le coût des procédures juridictionnelles. Il doit, en effet, veiller à ne pas limiter le droit d'accès aux juridictions pour certains justiciables d'une manière telle que ce droit s'en trouverait atteint dans sa substance. Il doit également prendre en compte l'inégalité relative des armes qui résulterait d'une restriction accrue du droit d'accès au juge pour certaines catégories de personnes, pour adapter le cas échéant les règles relatives à l'aide juridictionnelle, compte tenu des coûts réels de la procédure.

B.11. Comme il est dit en B.1.5, le Conseil d'État a observé, dans son avis, qu'il convenait de tenir compte de la charge financière totale liée au fait d'engager une procédure judiciaire, en particulier pour les justiciables disposant de moyens d'existence qui dépassent à peine le plafond fixé pour pouvoir bénéficier, totalement ou partiellement, de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire.

B.12.1. Il ressort des diverses simulations chiffrées effectuées par les parties requérantes, ainsi que par le Conseil d'État, avant l'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 2020, quant à l'effet des dispositions attaquées sur la situation concrète d'un ménage dont les moyens d'existence se situent juste au-delà du plafond fixé pour bénéficier de la gratuité totale ou partielle de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire, que la part du revenu mensuel nécessaire pour intenter une procédure judiciaire peut désormais atteindre 20 %, hors frais d'avocats (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 9). Si l'on ajoute ces derniers, estimés à une moyenne horaire de 100 euros hors TVA, il en résulte qu'un justiciable dont les moyens d'existence se situent juste au-delà du plafond fixé pour bénéficier de la gratuité totale ou partielle de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire pourrait être amené à provisionner, en incluant la possibilité d'un appel, plus de 220 % du revenu mensuel de son ménage avant impôt. Le nombre de justiciables ainsi visés n'est pas négligeable vu le revenu médian mensuel estimé à un peu moins de 2 000 euros.

B.12.2. Il en résulte que le coût de l'exercice du droit à l'accès au juge, alourdi par les dispositions attaquées, peut représenter une charge considérable pour la catégorie de justiciables visée par le moyen et constituer une charge excessive pour ceux-ci, quelle que soit par ailleurs l'étape de la procédure à laquelle ces coûts sont dus.

B.13. Toutefois, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020, date de l'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 2020, il apparaît que la catégorie de justiciables précitée a été réduite. Cette loi relève en effet de façon pérenne les plafonds fixés pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire, de sorte que le nombre de personnes pouvant désormais se prévaloir de cette aide passerait, dans la première phase, de 1 520 000 à 2 136 000, selon la Cour de comptes (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, DOC 55-0175/002, pp. 12 et 16). De plus, le législateur a établi des catégories de personnes présumées ne pas bénéficier de moyens d'existence suffisants, comprenant notamment les personnes mineures, les bénéficiaires d'allocations du CPAS, de la garantie de revenus aux personnes âgées, les détenus, les malades mentaux, les étrangers, etc. (nouvel article 508/13/1 du Code judiciaire) ainsi qu'une modification du régime de déduction par personne à charge qui passe de 15 % à 20 % du revenu d'intégration (nouveaux articles 508/13/1 et 508/13/2 du Code judiciaire). Les dispositions précitées réduisent aussi l'importance des catégories de justiciables affectées par la loi attaquée.

B.14. Il convient par conséquent de constater que la situation de la catégorie de justiciables visée par le moyen a été, depuis l'entrée en vigueur des dispositions attaquées le 1<sup>er</sup> février 2019, prise en compte par le législateur à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020, date d'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 2020. En effet, l'augmentation indistincte des droits de mise au rôle est depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020 contrebalancée de manière suffisante et proportionnée par le relèvement des plafonds fixés pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire ainsi que par les autres mesures prévues par la loi du 31 juillet 2020. La catégorie de justiciables visée par le moyen doit dès lors être comprise comme visant les justiciables dont les moyens d'existence se situent en dessous des plafonds pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire fixés par les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 2020 mais au-dessus des plafonds qui prévalaient avant l'entrée en vigueur de ces dispositions.

B.15. Le moyen unique est fondé uniquement en ce qui concerne les justiciables dont la cause a été inscrite au rôle entre le 1<sup>er</sup> février 2019 et le 31 août 2020, qui ont fait l'objet d'une condamnation au paiement des droits de mise au rôle au plus tard le 31 août 2020, et dont les moyens d'existence se situent en dessous des plafonds pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire fixés en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 2020 mais au-dessus des plafonds qui prévalaient avant l'entrée en vigueur de ces dispositions.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 2 et 3 de la loi du 14 octobre 2018 « modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe » en ce qu'ils s'appliquent aux justiciables dont la cause a été inscrite au rôle entre le 1<sup>er</sup> février 2019 et le 31 août 2020, qui ont fait l'objet d'une condamnation au paiement des droits de mise au rôle au plus tard le 31 août 2020, et dont les moyens d'existence se situent en dessous des plafonds pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire fixés en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 2020 « modifiant le code judiciaire afin d'améliorer l'accès à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire par l'augmentation des plafonds de revenus applicables en la matière » mais au-dessus des plafonds qui prévalaient avant l'entrée en vigueur de ces dispositions;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 10 juin 2021.

Le greffier,

F. Meersschant

Le président,

F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2021/203013]

### Uittreksel uit arrest nr. 84/2021 van 10 juni 2021

Rolnummer 7194

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 2 tot 6, 8 en 9 van de wet van 14 oktober 2018 « tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen », en van artikel 2, *a*) en *b*), van dezelfde wet, respectievelijk ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone » en door de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en L. Lavrysen, en de rechters T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache en T. Detienne, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 mei 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 juni 2019, heeft de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Herman, advocaat bij de balie te Charleroi, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2 tot 6, 8 en 9 van de wet van 14 oktober 2018 « tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 december 2018, tweede editie).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 juni 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 20 juni 2019, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 2, *a*) en *b*), van dezelfde wet door de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », de vzw « L'Atelier des Droits Sociaux », de vzw « Belgisch Netwerk Armoedebestrijding », de vzw « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté », de vzw « Ligue des droits humains » en de vzw « Association Syndicale des Magistrats », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Robert en Mr. L. Laperche, advocaten bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 7194 en 7215 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de context van de wetgeving*

B.1.1. De bestreden artikelen 2 tot 6, 8 en 9 van de wet van 14 oktober 2018 « tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen » (hierna : de wet van 14 oktober 2018) wijzigen het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en strekken ertoe de rolrechten te hervormen. Een rolrecht is een belasting die wordt gevorderd van de rechtzoekende die een vordering voor een rechtscollege instelt. Het rolrecht is een bijzonder recht dat verschuldigd is als bijdrage in de kosten van de rechtspleging.

B.1.2. De wet van 14 oktober 2018 is aangenomen ingevolge het arrest van het Hof nr. 13/2017 van 9 februari 2017, waarbij het Hof de artikelen 3, 4, 5 en 6 van de wet van 28 april 2015 « tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen » heeft vernietigd en, tot het optreden van de wetgever en uiterlijk tot 31 augustus 2017, de gevolgen van de vernietigde bepalingen ten aanzien van de vorderingen die bij een rechtscollege zijn ingesteld tot die datum heeft gehandhaafd.

B.1.3. Voortaan zijn de rolrechten opnieuw gekoppeld aan de aard van het rechtscollege waarbij het geschil aanhangig is gemaakt maar hangen zij niet meer af van de waarde van het geschil. De wet van 14 oktober 2018 voorziet in hoofdzaak in een verhoging van de bedragen ervan ten opzichte van die welke golden vóór de voormelde wet van 28 april 2015, alsook in een verplaatsing van het ogenblik waarop die rechten invorderbaar zijn, niet langer bij het begin maar op het einde van het geding.

De bestreden bepalingen zijn van toepassing op de zaken waarvan de in artikel 269<sup>1</sup>, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten bedoelde inschrijving of herinschrijving wordt verzocht vanaf 1 februari 2019.

B.1.4. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« Gelet op de door het Grondwettelijk Hof gestelde deadline stelt de Regering voor om bij het huidige ontwerp van wet de bepalingen inzake rolrechten in het W. Reg. zoals die bestonden voor de wijziging ervan bij de door het Grondwettelijk Hof vernietigde wetsbepalingen, derwijze aan te passen dat :

- de overeengekomen begrotingsdoelstellingen op het vlak van griffierechten (meeropbrengst van recurrent 20 miljoen euro) wordt gerealiseerd;
- de in de wet van 28 april 2015 al doorgevoerde vereenvoudiging, waardoor er geen onderscheiden tarieven meer worden bepaald naargelang de rol waarop de inleidende akte moet worden ingeschreven, wordt behouden;
- het principe wordt behouden van de voortdurende aanhangigheid voor de familierechtbanken wat betreft de dringende zaken [...];
- de vrijstellingen in sociale zaken wordt uitgebreid tot alle zaken die onder de materiele bevoegdheid van het arbeidsgerecht vallen;
- een nieuwe vrijstelling in faillissement zaken wordt voorzien;
- de uitzonderingen in fiscale zaken behouden blijven;
- het verlaagd tarief bij de vredegerichten en de rechtbanken van koophandel wordt afgeschaft maar het bedrag van het rolrecht voor de vredegerichten en de politierechtbanken wordt verhoudingsgewijs minder verhoogd dan bij de hogere rechtbanken om de toegang tot deze ' nabijheidsrechtbanken ' zo laagdrempelig als mogelijk te houden » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, pp. 5-6).

In de memorie van toelichting wordt daarnaast aangegeven :

« Even belangrijk is echter de vraag van een redelijke bijdrage van de rechtzoekende in de kosten van de procedure. De werking van het gerechtapparaat wordt voor het overgrote deel uit de algemene middelen en dus door de algemeenheid van de belastingbetalers betaald, hoewel maar een klein deel van de burgers tijdens hun leven een beroep doet op dat apparaat om zijn aanspraken te doen erkennen. Het is dus niet onlogisch dat van de gebruiker een - in eerste aanleg nog altijd zeer geringe - bijdrage in de kosten wordt gevraagd » (*ibid.*, p. 8).

En :

« Naast een ' *updating* ' van de bijdrage van de rechtzoekende aan de kosten van het gerechtapparaat beoogt de regering met de verhoging van de rolrechten ook een verhoogde financiële ontrading van het ondoordacht beroep op de rechterlijke macht, vaak tot volledige uitputting van de keten van instanties waaraan de eis kan worden onderworpen (van eerste aanleg, over beroep, tot cassatie). Uit de praktijk blijkt dat heel wat advocaten na het verlies van de zaak op verzoek van hun cliënt in beroep gaan om de uitvoering uit te stellen, terwijl de kans vaak gering is dat ze de zaak in tweede orde wel zullen winnen. Dat kost de FOD Justitie te veel tijd en moeite terwijl in deze voor de overheid krappe budgettaire tijden ook van dit departement gevraagd wordt om de werkingskosten strikt in de hand te houden.

Bedoeling van het heffen van een hoger rolrecht is ook de burger ervan bij de start van het geding (de belangrijkste kosten met name de advocatenkosten en de eventuele rechtsplegingsvergoeding worden pas na afloop van het geding betaald) op te attenderen dat procederen voor een rechtbank niet gratis is en dat de kostprijs stijgt naargelang men meer rechtsmiddelen aanwendt tegen een rechterlijke uitspraak. De totale kost van het trachten op te lossen van een geschil via een gerechtelijke instantie is vaak duurder dan het daarvoor beroep doen op een alternatieve vorm van geschillenoplossing. Bij een aantal types van geschillen (familiaal, burgerlijk, commercieel en sociaal) kan sedert de wet van 21 februari 2005 beroep gedaan worden op een formeel in het Gerechtelijk Wetboek (zie Zevende Deel : bemiddeling - art. 1724 tot 1737) georganiseerde bemiddelingsprocedure. Bovendien bestaat er nog de rechtsfiguur van de arbitrage : krachtens artikel 1676 van het Gerechtelijk Wetboek kan elk geschil dat reeds ontstaan is of nog kan ontstaan uit een bepaalde rechtsbetrekking, waarover een dading mag worden aangegaan, bij overeenkomst aan arbitrage worden onderworpen. Eén van de doelstellingen van de verhoging van het rolrecht is dus de rechtzoekende aan te sporen meer gebruik te gaan maken van de alternatieve vormen van geschillenbeslechting waarin in het rechtsbestel is voorzien » (*ibid.*, p. 10).

B.1.5. In zijn advies van 19 juni 2017 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt :

« Daarbij moet [...] rekening worden gehouden met de totale financiële last verbonden aan het voeren van een gerechtelijke procedure. Bijgevolg moeten niet alleen de rolrechten, maar alle van overheidswege aan een gerechtelijke procedure verbonden kosten, zoals de andere griffierechten, de rechtsplegingsvergoeding die desgevallend verschuldigd is, de bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand en de (niet-recupereerbare) btw op de erelonen van advocaten - in alle fasen van het geding - in rekening worden gebracht » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 32).

Uitgaande van die vaststelling merkt de Raad van State op :

« [de stellers van het ontwerp kunnen] daarbij niet [ermee] volstaan, zoals thans in de memorie van toelichting het geval is, voorop te stellen dat ' de verhoging van de rolrechten de toegang tot de rechter zoals vereist door onder meer het Europees verdrag van de rechten van de mens, niet in het gedrang brengt '. Uit die overweging blijkt immers geenszins dat de wetgever rekening heeft gehouden met alle van overheidswege aan het voeren van een gerechtelijke procedure verbonden kosten.

[...] Het voorgaande geldt inzonderheid voor de personen waarvan het inkomen de inkomensgrens om de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en rechtsbijstand te genieten, amper te boven gaat » (*ibid.*, p. 33).

B.1.6. De Hoge Raad voor de Justitie heeft eveneens advies uitgebracht over het voorontwerp van wet. Daarin onderstreept hij dat « zeker sinds de verhoging van de rechtsplegingsvergoedingen in 2008 [...] de financiële last van het voeren van gerechtelijke procedures stelselmatig [is] toegenomen » en dat « het helemaal niet bewezen is dat de huidige bijdrage in de kosten van de procedure onvoldoende zou zijn ». De Hoge Raad voor de Justitie besluit, enerzijds, dat het « niet in te zien [valt] dat de voorgenomen regeling gebaseerd is op een pertinent criterium, en dat dit criterium proportioneel is met de beoogde maar moeilijk verenigbare doelstellingen » en, anderzijds, dat de nieuwe bepalingen « afbreuk [doen] aan het beginsel van de toegang tot de rechter zonder dat zij daar een valabele rechtvaardiging voor zijn » (advies over het voorontwerp van wet tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie van 19 juni 2017).

B.1.7. Na de indiening van de beroepen heeft de federale wetgever de wet van 31 juli 2020 « tot wijziging van het gerechtelijk wetboek teneinde de toegang tot de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand te verbeteren, door de ter zake geldende inkomensmaxima te verhogen » (hierna : de wet van 31 juli 2020) aangenomen, die in werking is getreden op 1 september 2020. De grenzen voor de toegang tot de bijstand zijn verhoogd met 200 euro voor de volledig kosteloze juridische bijstand en de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand (nieuwe artikelen 508/13/1 en 508/13/2 van het Gerechtelijk Wetboek). De wet van 31 juli 2020 voorziet eveneens in extra verhogingen met 100 euro op

1 september van elk jaar tot en met 2023, gevolgd door een jaarlijkse indexering op basis van het indexcijfer voor de consumptieprijzen vanaf 1 september 2024 (nieuw artikel 508/13/4 van het Gerechtelijk Wetboek), alsook in een aantal nieuwe criteria voor de berekening van de bestaansmiddelen, waaronder de vaststelling van categorieën van personen die worden geacht niet te beschikken over toereikende bestaansmiddelen of de wijziging van het stelsel van de aftrek per persoon ten laste.

B.1.8. Wegens dat nieuw element heeft het Hof ambtshalve bevolen de debatten te heropenen teneinde de partijen toe te laten uitleg te geven bij de mogelijke gevolgen van die bepalingen voor de beroepen.

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.2.1. Artikel 2 van de wet van 14 oktober 2018 brengt wijzigingen aan in artikel 269<sup>1</sup> van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, dat dientengevolge bepaalt :

« Art. 269<sup>1</sup>. Voor elke zaak die op de algemene rol, in het register van de verzoekschriften of in het register van de vorderingen in kort geding wordt ingeschreven of terug ingeschreven, is er verschuldigd :

1° in de vrederechten en de politierechtbanken, een recht van 50 euro;

2° in de rechtbanken van eerste aanleg en de ondernemingsrechtbanken, een recht van 165 euro;

3° in de hoven van beroep een recht van 400 euro;

4° in het Hof van Cassatie een recht van 650 euro.

Geen enkel recht wordt geïnd bij de rechtsgedingen voor de beslagrechter of de vrederechter in het kader van de toepassing van artikel 1409, § 1, vierde lid, en 1409, § 1bis, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

De zaken die worden geacht spoedeisend te zijn zoals bedoeld in artikel 1253ter/7 van het Gerechtelijk Wetboek zijn onderworpen aan een eenmalig recht wanneer de nieuwe aanhangigmaking bij de familierechtbank het wijzigen van een vordering waarover deze zich al heeft uitgesproken, tot doel heeft. Dit stelsel wordt uitgebreid tot de maatregelen betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag uitgesproken door de jeugdrechtbank, waarvan de wijziging wordt gevraagd voor de familierechtbank ».

B.2.2. Artikel 3 van de wet van 14 oktober 2018 vervangt artikel 269<sup>2</sup> van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten als volgt :

« Art. 269<sup>2</sup>. § 1. De rechter veroordeelt in zijn eindbeslissing de partij of de partijen die het recht verschuldigd zijn tot de betaling ervan of tot betaling van hun deel erin. Tegen de beslissing van de rechter kan geen rechtsmiddel worden aangewend.

Het recht is volledig verschuldigd door de partij die de zaak op de rol heeft doen stellen, behalve indien :

1° de verweerder in het ongelijk wordt gesteld, in welk geval het recht volledig verschuldigd is door de verweerder;

2° de partijen onderscheidenlijk omtrent enig geschilpunt in het ongelijk zijn gesteld, in welk geval het recht ten dele door de eiser en ten dele door de verweerder verschuldigd is, volgens de beslissing van de rechter.

Het recht wordt opeisbaar op de datum van de veroordeling.

§ 2. In geval de zaak op de rol wordt doorgehaald of van de rol wordt weggelaten bij toepassing van artikel 730 van het Gerechtelijk Wetboek, is het recht vanaf de datum van de doorhaling of van de weglating opeisbaar ten laste van de partij die de zaak op de rol heeft doen stellen ».

B.2.3. De artikelen 4 en 5 van de wet van 14 oktober 2018 bepalen :

« Art. 4. Artikel 269<sup>3</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 december 1993, opgeheven bij de wet van 28 april 2015, vernietigd bij het arrest nr. 13/2017 van het Grondwettelijk Hof, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 269<sup>4</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 mei 2013, wordt opgeheven ».

B.2.4. Artikel 6 van de wet van 14 oktober 2018 vult artikel 279<sup>1</sup> van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten aan met 3° en 4°, dat dientengevolge bepaalt :

« Art. 279<sup>1</sup>. Zijn vrijgesteld van het rolrecht :

1° De inschrijving van zaken waarvan de vonnissen en arresten, krachtens artikelen 161 en 162, vrijstelling genieten van het recht of van de formaliteit der registratie.

Het recht is echter verschuldigd voor de onder artikel 162, 13°, bedoelde procedures;

2° De inschrijving van een zaak door de griffier van het gerecht waarnaar de zaak verwezen werd overeenkomstig de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken of ingevolge een rechterlijke beslissing van onttrekking.

3° de inschrijving van zaken die worden gebracht voor de arbeidsgerechten;

4° de inschrijving van zaken die ingeleid worden in het kader van het boek XX van het Wetboek van economisch recht ».

B.2.5. Artikel 8 van de wet van 14 oktober 2018 bepaalt :

« Artikel 281 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 27 mei 2013, wordt opgeheven ».

B.2.6. Artikel 9 van de wet van 14 oktober 2018 bepaalt :

« Artikel 288 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 19 december 2006, wordt hersteld als volgt :

‘ Art. 288. De Koning kan wat de rolrechten betreft bij een in Ministerraad overlegd besluit de regels bepalen inzake de inning, de verjaringstermijnen, de wijzen waarop de verjaring wordt gestuit of geschorst, de vervolgingen en gedingen en de moratoire interesten en daarbij afwijken van de in artikelen 286 en 287 bepaalde regels. De besluiten die genomen worden in toepassing van dit artikel, worden bekrachtigd door de wet binnen de 12 maanden volgend op de datum van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* ‘ ».

*Ten aanzien van het enige middel*

B.3. De verzoekende partijen in beide zaken voeren een middel aan waarvan de inhoud zeer vergelijkbaar is. Het enige middel is afgeleid uit de schending, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 10, 11, 13 en 172 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met het algemeen beginsel van het recht op toegang tot een rechter.

De verhoging van de rolrechten zou het recht op toegang tot de rechter op onevenredige wijze beperken, inzonderheid voor de rechtzoekenden die beschikken over bestaansmiddelen die amper hoger liggen dan het plafond dat is vastgesteld om de juridische bijstand volledig of gedeeltelijk te kunnen genieten, temeer daar die verhoging bovenop alle kosten komt die de overheid aan een gerechtelijke procedure verbindt, zoals de andere griffierechten, de eventueel verschuldigde rechtsplegingsvergoeding, de bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijksbijstand en de (niet recupererbare) btw op de erelonen van de advocaten, en dit in alle fases van de rechtspleging.

B.4.1. Artikel 13 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan tegen zijn wil worden afgetrokken van de rechter die de wet hem toekent ».

B.4.2. Artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolging heeft eenieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privé leven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden ».

Artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Eenieder wiens rechten en vrijheden, welke in dit Verdrag zijn vermeld, zijn geschonden, heeft recht op daadwerkelijke rechtshulp voor een nationale instantie, zelfs indien deze schending zou zijn begaan door personen in de uitoefening van hun ambtelijke functie ».

B.4.3. Artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie bepaalt :

« Eenieder wiens door het recht van de Unie gewaarborgde rechten en vrijheden zijn geschonden, heeft recht op een doeltreffende voorziening in rechte, met inachtneming van de in dit artikel gestelde voorwaarden.

Eenieder heeft recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijk en onpartijdig gerecht dat vooraf bij wet is ingesteld. Eenieder heeft de mogelijkheid zich te laten adviseren, verdedigen en vertegenwoordigen.

Rechtsbijstand wordt verleend aan degenen die niet over toereikende financiële middelen beschikken, voor zover die bijstand noodzakelijk is om de daadwerkelijke toegang tot de rechter te waarborgen ».

B.5.1. Het recht op toegang tot een rechter is een algemeen rechtsbeginsel dat met inachtneming van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, van de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en van artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie aan eenieder moet worden gewaarborgd. Het vormt een wezenlijk aspect van het recht op een eerlijk proces en is fundamenteel in een rechtsstaat. Het recht om zich tot een rechter te wenden, heeft bovendien zowel betrekking op de vrijheid om in rechte op te treden als op de vrijheid om zich te verdedigen.

B.5.2. Het recht op toegang tot een rechter is evenwel niet absoluut. Het kan het voorwerp uitmaken van beperkingen, voor zover die beperkingen geen afbreuk doen aan de essentie zelf van dat recht. De beperkingen van dat recht moeten redelijk evenredig zijn met het gewettigde doel dat zij nastreven (EHRM, 7 juli 2009, *Stagno t. België*, § 25). De reglementering dienaangaande moet de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling nastreven en mag dusdanig geen beperkingen opleveren die de rechtzoekende verhinderen de inhoud van zijn geschil voor de bevoegde rechter te brengen (EHRM, *Stagno t. België*, voormeld; 29 maart 2011, *RTBF t. België*, § 69).

Die beperkingen kunnen een financieel karakter hebben (EHRM, 19 juni 2001, *Kreuz t. Polen*, § 54; 18 november 2014, *Elinç t. Turkije*, § 71). Het bedrag van de kosten dient evenwel te worden beoordeeld in het licht van de bijzondere omstandigheden van een gegeven zaak, met inbegrip van de solvabiliteit van de eiser en de fase van de procedure waarin de beperking in kwestie wordt opgelegd. Met al die factoren dient te worden rekening gehouden om te bepalen of de betrokkene zijn recht op toegang heeft genoten en of zijn zaak door een rechtbank is gehoord (EHRM, *Kreuz t. Polen*, voormeld, § 60; *Elinç t. Turkije*, voormeld, § 72). Aldus kan het bedrag van de procedurekosten dat op het eerste gezicht niet groot blijkt, een aanzienlijke som uitmaken voor de betrokkene en voor hem een overdreven last vormen, zodat hij niet langer een concreet en daadwerkelijk recht op toegang tot een rechtbank geniet (EHRM, 18 november 2008, *Serin t. Turkije*, § 31; 2 februari 2010, *Eyüp Akdeniz t. Turkije*, § 25).

B.6. Met de bestreden bepalingen heeft de wetgever de wetgeving willen aanpassen aan het arrest van het Hof nr. 13/2017 van 9 februari 2017, alsook budgettaire besparingen willen realiseren en het systeem van de rolrechten willen vereenvoudigen (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 5). Naast die doelstellingen vermeldt de memorie van toelichting eveneens de bedoeling om de redelijke bijdrage van de rechtzoekende in de procedurekosten te versterken (*ibid.*, p. 8).

Daarnaast kunnen twee andere doelstellingen worden onderscheiden. Enerzijds beoogt de wetgever « een verhoogde financiële ontrading van het ondoordacht beroep op de rechterlijke macht », ingegeven door de vaststelling dat « uit de praktijk blijkt dat heel wat advocaten na het verlies van de zaak op verzoek van hun cliënt in beroep gaan om de uitvoering uit te stellen, terwijl de kans vaak gering is dat ze de zaak in tweede orde wel zullen winnen » (*ibid.*, p. 10). Anderzijds gaat het erom « de rechtzoekende aan te sporen meer gebruik te gaan maken van de alternatieve vormen van geschillenbeslechting » teneinde de burger erop te attenderen dat procederen voor een rechtbank niet gratis is; als voorbeelden van alternatieve vormen worden met name de gerechtelijke bemiddeling en de arbitrage genoemd (*ibid.*, p. 10).

B.7. De doelstellingen om het systeem van de rolrechten te vereenvoudigen, budgettaire besparingen te verwezenlijken, de redelijke bijdrage van de rechtzoekende in de procedurekosten te versterken en alternatieve vormen van geschillenbeslechting te bevorderen, hebben een wettig karakter. Bijgevolg blijkt dat de bestreden bepalingen wettige doelstellingen nastreven die vallen onder het algemeen belang.

B.8. De bestreden bepalingen voorzien in vier bedragen van rolrechten, die variëren tussen 50 euro en 675 euro en die verhogen naargelang de aard van het rechtscollege waarbij de vordering wordt ingesteld. Hierdoor is die hervorming een maatregel die relevant is om het algemeen systeem van de rolrechten, alsook de werklust die op de diensten van de griffies van de beoogde rechtscollages weegt te vereenvoudigen. Evenzo is de algemene verhoging van de bedragen relevant in het licht van de budgettaire doelstelling die wordt nagestreefd door de wetgever, die deze raamt op een recurrente meeropbrengst van 20 miljoen euro per jaar (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 5). Ten slotte kan de bijdrage van de rechtzoekende in de procedurekosten ook een ontradende werking hebben ten aanzien van het instellen van nutteloze procedures.

B.9. Het Hof dient voorts na te gaan of de bestreden bepalingen geen onevenredige gevolgen met zich meebrengen, inzonderheid voor de in het middel beoogde categorie van rechtzoekenden.

De bestreden bepalingen verhogen de rolrechten in de procedures voor alle gewone rechtscollages, respectievelijk van 30, 31 of 40 euro naar 50 euro (een verhoging met 25 tot 66,6 % ) in geval van de vredegerichten en de politierechtbanken, van 30, 60 of 100 euro naar 165 euro (een verhoging met 65 tot 450 %) in geval van de rechtbanken van eerste aanleg en de ondernemingsrechtbanken, van 210 euro naar 400 euro (een verhoging met 90,5 %) in geval van de hoven van beroep en van 375 euro naar 650 euro (een verhoging met 73,3 %) in geval van het Hof van Cassatie. Zij hebben dus kennelijk tot gevolg de kostprijs van een gerechtelijke procedure aanzienlijk te verhogen.



B.10. De kosten van de rechtspleging die voortvloeien uit de inwerkingtreding van de bestreden bepalingen zijn op zich niet noodzakelijk de oorzaak van een schending van het recht op een daadwerkelijk beroep. Zij hebben niettemin tot gevolg de aan de uitoefening van dat recht verbonden financiële last te verzwaren, last die verschilt naar gelang van het niveau van de bestaansmiddelen van de rechtzoekenden. De wetgever dient daarmee rekening te houden wanneer hij maatregelen neemt die de kosten van de gerechtelijke procedures kunnen verzwaren. Hij dient immers erover te waken het recht op toegang tot de rechtscolleges voor bepaalde rechtzoekenden niet op zodanige wijze te beperken dat dat recht daardoor in zijn essentie zou worden aangetast. Hij dient ook rekening te houden met de relatieve wapenongelijkheid die het gevolg zou zijn van een toegenomen beperking van het recht op toegang tot de rechter voor sommige categorieën van personen, teneinde in voorkomend geval de regels met betrekking tot de rechtsbijstand aan te passen, gelet op de reële kosten van de procedure.

B.11. Zoals is vermeld in B.1.5, heeft de Raad van State in zijn advies opgemerkt dat moet worden rekening gehouden met de totale financiële last die verbonden is aan het instellen van een gerechtelijke procedure, in het bijzonder voor de personen wier bestaansmiddelen de inkomensgrens om de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en rechtsbijstand te genieten, amper te boven gaat.

B.12.1. Uit de verschillende cijfermatige simulaties die de verzoekende partijen, alsook de Raad van State, vóór de inwerkingtreding van de wet van 31 juli 2020, hebben uitgevoerd ten aanzien van de gevolgen van de bestreden bepalingen voor de concrete situatie van een gezin waarvan de bestaansmiddelen amper hoger liggen dan het plafond dat is vastgesteld om de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand te genieten, blijkt dat het deel van het maandinkomen dat noodzakelijk is om een gerechtelijke procedure in te stellen, voortaan 20 % kan bedragen zonder advocatenkosten (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, p. 9). Indien die laatste kosten worden toegevoegd, kosten die worden geraamd tegen een gemiddeld uurloon van 100 euro zonder btw, vloeit hieruit voort dat een rechtzoekende wiens bestaansmiddelen niet meer bedragen dan het plafond dat is vastgesteld om de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand te genieten, ertoe zou kunnen worden gebracht, met inbegrip van de mogelijkheid van een beroep, meer dan 220 % van het maandinkomen van zijn gezin vóór belasting te moeten betalen. De categorie van de aldus beoogde rechtzoekenden is niet onaanzienlijk, gelet op het maandelijks mediaaninkomen dat op iets minder dan 2 000 euro wordt geraamd.

B.12.2. Hieruit vloeit voort dat de kostprijs verbonden aan de uitoefening van het recht op toegang tot de rechter, die verhoogd wordt door de bestreden bepalingen, een aanzienlijke last kan betekenen voor de in het middel beoogde categorie van rechtzoekenden en voor hen een overdreven last kan vormen, ongeacht overigens de fase van de procedure waarin die kosten verschuldigd zijn.

B.13. Evenwel, vanaf 1 september 2020, datum van inwerkingtreding van de wet van 31 juli 2020, blijkt dat de voormelde categorie van rechtzoekenden kleiner is geworden. Die wet verhoogt immers op duurzame wijze de plafonds die zijn vastgesteld om de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand te genieten, zodat het aantal personen dat voortaan aanspraak kan maken op die bijstand, volgens het Rekenhof, in de eerste fase zou stijgen van 1 520 000 tot 2 136 000 (*Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0175/002, pp. 12 en 16). Bovendien heeft de wetgever categorieën van personen vastgesteld die worden geacht niet te beschikken over toereikende bestaansmiddelen, waaronder met name de minderjarigen, de begunstigen van uitkeringen van het OCMW, de inkomensgarantie voor ouderen, de gedetineerden, de geesteszieken, de vreemdelingen, enz. (nieuw artikel 508/13/1 van het Gerechtelijk Wetboek), alsook voorzien in een wijziging van de regeling van de aftrek per persoon ten laste van 15 % naar 20 % van het leefloon (nieuwe artikelen 508/13/1 en 508/13/2 van het Gerechtelijk Wetboek). De voormelde bepalingen verminderen ook de omvang van de categorieën van rechtzoekenden die door de bestreden wet worden geraakt.

B.14. Bijgevolg dient te worden vastgesteld dat de situatie van de categorie van rechtzoekenden die in het middel wordt beoogd, sinds de inwerkingtreding van de bestreden bepalingen op 1 februari 2019, door de wetgever in aanmerking is genomen vanaf 1 september 2020, datum van inwerkingtreding van de wet van 31 juli 2020. De verhoging zonder onderscheid van de rolrechten wordt immers sinds 1 september 2020 voldoende en proportioneel gecompenseerd door de verhoging van de plafonds die zijn vastgesteld om de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand te genieten, alsook door de andere maatregelen die zijn bepaald in de wet van 31 juli 2020. De in het middel beoogde categorie van rechtzoekenden moet bijgevolg in die zin worden begrepen dat zij de rechtzoekenden beoogt van wie de bestaansmiddelen lager zijn dan de door de artikelen 3 en 4 van de wet van 31 juli 2020 vastgestelde plafonds om juridische tweedelijnsbijstand en rechtsbijstand te genieten, maar hoger dan de plafonds die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van die bepalingen.

B.15. Het enige middel is alleen gegrond ten aanzien van de rechtzoekenden van wie de zaak op de rol is ingeschreven tussen 1 februari 2019 en 31 augustus 2020, die uiterlijk op 31 augustus 2020 zijn veroordeeld tot betaling van de rolrechten, en van wie de bestaansmiddelen lager zijn dan de krachtens de artikelen 3 en 4 van de wet van 31 juli 2020 vastgestelde plafonds om juridische tweedelijnsbijstand en rechtsbijstand te genieten, maar hoger dan de plafonds die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van die bepalingen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 2 en 3 van de wet van 14 oktober 2018 « tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen » in zoverre zij van toepassing zijn op de rechtzoekenden van wie de zaak op de rol is ingeschreven tussen 1 februari 2019 en 31 augustus 2020, die uiterlijk op 31 augustus 2020 zijn veroordeeld tot betaling van de rolrechten, en van wie de bestaansmiddelen lager zijn dan de plafonds om juridische tweedelijnsbijstand en rechtsbijstand te genieten, zoals vastgesteld krachtens de artikelen 3 en 4 van de wet van 31 juli 2020 « tot wijziging van het gerechtelijk wetboek teneinde de toegang tot de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand te verbeteren, door de ter zake geldende inkomensmaxima te verhogen », maar hoger dan de plafonds die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van die bepalingen;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 10 juni 2021.

De griffier,

F. Meersschant

De voorzitter,

F. Daoût

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/203013]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 84/2021 vom 10. Juni 2021

Geschäftsverzeichnisnummer 7194

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 6, 8 und 9 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 « zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebühren » und von Artikel 2 Buchstaben *a*) und *b*) desselben Gesetzes, erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften beziehungsweise von der VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, den Richtern T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache und T. Detienne, unter Assistenz des Kanzlers F. Meererschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

## I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 29. Mai 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Juni 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RA P. Herman, in Charleroi zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 6, 8 und 9 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 « zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebühren » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. Dezember 2018, zweite Ausgabe).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 19. Juni 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 20. Juni 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 Buchstaben *a*) und *b*) desselben Gesetzes: die VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », die VoG « L'Atelier des Droits Sociaux », die VoG « Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté », die VoG « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté », die VoG « Ligue des droits humains » und die VoG « Association Syndicale des Magistrats », unterstützt und vertreten durch RA P. Robert und RAin L. Laperche, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 7194 und 7215 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

*In Bezug auf den gesetzgeberischen Kontext*

B.1.1. Die angefochtenen Artikel 2 bis 6, 8 und 9 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 « zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebühren » (nachstehend: Gesetz vom 14. Oktober 2018) ändern das Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch ab und bezwecken eine Reform der Gebühren für die Eintragung in die Liste. Eine Gebühr für die Eintragung in die Liste ist eine Steuer, die von Rechtsuchenden erhoben wird, die eine Klage bei einem Gericht einleiten. Diese Eintragungsgebühr ist eine Sondergebühr, die als Beitrag zu den Verfahrenskosten zu entrichten ist.

B.1.2. Das Gesetz vom 14. Oktober 2018 wurde nach dem Entscheid des Gerichtshofes Nr. 13/2017 vom 9. Februar 2017 angenommen, mit dem der Gerichtshof die Artikel 3, 4, 5 und 6 des Gesetzes vom 28. April 2015 « zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebühren » für nichtig erklärt und bis zum Tätigwerden des Gesetzgebers und spätestens bis zum 31. August 2017 die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen angesichts der bis zu diesem Datum bei einem Rechtsprechungsorgan anhängig gemachten Klagen aufrechterhalten hat.

B.1.3. Fortan sind die Eintragungsgebühren erneut abhängig von der Art des Gerichts, bei dem die Streitsache anhängig gemacht wird, stehen aber nicht mehr im Verhältnis zum Streitwert. Mit dem Gesetz vom 14. Oktober 2018 wird hauptsächlich eine Erhöhung ihrer Beträge gegenüber denjenigen, die vor dem vorerwähnten Gesetz vom 28. April 2015 galten, sowie eine Verschiebung des Zeitpunkts, zu dem diese Gebühren fällig werden, vom Beginn auf das Ende des Rechtsstreits, vorgenommen.

Die angefochtenen Bestimmungen finden Anwendung auf Rechtssachen, deren Eintragung oder Wiedereintragung im Sinne von Artikel 269<sup>1</sup> Absatz 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches ab dem 1. Februar 2019 beantragt wird.

B.1.4. In den Vorarbeiten heißt es:

« Compte tenu du délai fixé par la Cour constitutionnelle, le Gouvernement propose d'adapter par le présent projet de loi les dispositions relatives aux droits de mise au rôle du Code enreg. telles qu'elles existaient avant d'être modifiées par les dispositions légales annulées par la Cour constitutionnelle, de sorte que :

- l'objectif budgétaire convenu en ce qui concerne les droits de mise au rôle (supplément récurrent de recettes de 20 millions d'euros) soit réalisé;

- la simplification déjà exécutée dans la loi du 28 avril 2015, par laquelle il n'est plus fixé de tarifs distincts en fonction du rôle auquel l'acte introductif doit être inscrit, soit maintenue;

- le principe de la saisine permanente du tribunal de la famille soit maintenu pour les causes réputées urgentes [...];

- les exemptions en matières sociales soient étendues à toutes les causes relevant de la compétence matérielle du tribunal du travail;

- une nouvelle exemption en matière de faillite soit prévue;

- les exceptions en matière fiscale soient maintenues;

- le tarif réduit devant les justices de paix et les tribunaux de commerce soit supprimé mais le montant du droit de mise au rôle devant les juges de paix et les tribunaux de police soit augmenté dans une moindre mesure que les montants devant les tribunaux du niveau supérieur afin de faciliter autant que possible l'accès à ces juges de proximité » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, SS. 5-6).

In der Begründung heißt es außerdem:

« La question d'une participation raisonnable du justiciable aux frais de la procédure est tout aussi importante. Le fonctionnement de l'appareil judiciaire est payé en majeure partie par les moyens généraux et donc par l'ensemble des contribuables, bien qu'un petit groupe seulement de citoyens fassent appel à cet appareil au cours de leur vie pour faire reconnaître leurs droits. Il n'est donc pas illogique de demander à l'utilisateur une participation aux frais, qui reste très modique en première instance » (ebenda, S. 8).

Und:

« Outre un 'update' de la participation du justiciable aux frais de l'appareil judiciaire, le gouvernement vise également en majorant les droits de mise au rôle une plus grande dissuasion financière du recours irréflecti au pouvoir judiciaire, souvent jusqu'à l'épuisement complet de la chaîne des instances auxquelles la demande peut être soumise (de la première instance à l'appel, puis à la cassation). Il ressort de la pratique que de très nombreux avocats vont en appel, à la demande de leur client, après avoir perdu le procès afin de suspendre l'exécution, alors que les chances de gagner le procès en seconde instance sont souvent faibles. Cela demande trop de temps et d'efforts au SPF Justice alors qu'en ces temps budgétaires difficiles pour l'autorité, ce département est également appelé à gérer les frais de fonctionnement de manière stricte.

L'objectif de la perception d'un droit de mise au rôle plus élevé est également d'attirer l'attention du citoyen, dès le début de la procédure (les principaux frais, à savoir les frais d'avocat et l'éventuelle indemnité de procédure, ne sont payés qu'à l'issue de l'instance), sur le fait qu'ester en justice n'est pas gratuit et que le coût augmente à mesure que l'on applique davantage de voies de recours contre une décision judiciaire. Le coût total engendré par la tentative de régler un litige par le biais d'une instance judiciaire est souvent plus élevé que le recours à une forme alternative de résolution des litiges. Depuis la loi du 21 février 2005, il peut être fait appel dans une série de catégories de litiges (familiaux, civils, commerciaux et sociaux) à une procédure de médiation organisée formellement dans le Code judiciaire (voy. Septième partie: La médiation -articles 1724 à 1737). De plus, il existe encore le modèle juridique de l'arbitrage: conformément à l'article 1676 du Code judiciaire, tout litige né ou à naître d'un rapport de droit déterminé sur lequel il est permis de transiger peut faire l'objet d'un arbitrage par convention. Un des objectifs de l'augmentation du droit de mise au rôle est donc d'inciter le justiciable à utiliser davantage les modes alternatifs de résolution de litiges prévus dans l'ordre juridique » (ebenda, S. 10).

B.1.5. In ihrem Gutachten vom 19. Juni 2017 hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats ausgeführt:

« Il faut en outre tenir compte de la charge financière totale liée à l'engagement d'une procédure judiciaire. Dès lors, outre les droits de mise au rôle, il faut également porter en compte tous les coûts que les pouvoirs publics lient à une procédure judiciaire, tels que les autres droits de greffe, l'indemnité de procédure éventuellement due, la cotisation au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne et la TVA (non récupérable) sur les honoraires des avocats, et ce à toutes les étapes de la procédure » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, S. 32).

Ausgehend von dieser Feststellung merkt der Staatsrat an, dass

« [les auteurs du projet] ne peuvent se contenter, comme tel est le cas actuellement dans l'exposé des motifs, de soutenir que 'la majoration des droits de mise au rôle ne met pas en péril l'accès à la justice tel que le requiert notamment la Convention européenne des droits de l'homme'. En effet, il ne ressort nullement de cette considération que le législateur a pris en compte tous les coûts que les pouvoirs publics lient à une procédure judiciaire.

[...] Cette observation vaut spécialement pour les personnes dont le revenu excède à peine le plafond des revenus fixé pour bénéficiaire de la gratuité totale ou partielle de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire » (ebenda, S. 33).

B.1.6. Der Hohe Justizrat hat ebenfalls ein Gutachten zum Vorentwurf des Gesetzes abgegeben. Er betont, dass « der finanzielle Druck auf die Gerichtsverfahren systematisch zugenommen hat, erst recht seit der Erhöhung der Verfahrensschädigungen im Jahr 2008 » und dass « es keineswegs erwiesen ist, dass die Beteiligung an den Verfahrenskosten gegenwärtig nicht hoch genug ist ». Der Hohe Justizrat schließt daraus einerseits, dass « die geplanten Rechtsvorschriften nicht auf einem sachdienlichen Kriterium zu beruhen scheinen und dieses Kriterium unverhältnismäßig im Verhältnis zu den verfolgten Zielen, die schwer miteinander zu vereinbaren sind, erscheint » und andererseits, dass die neuen Bestimmungen « den Grundsatz des Zugangs zum Gericht beeinträchtigen, ohne diesbezüglich eine angemessene Rechtfertigung zu geben » (Gutachten zum Gesetzesvorentwurf zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebühren, gebilligt von der Generalversammlung des Hohen Justizrats am 19. Juni 2017).

B.1.7. Nach der Einreichung der Klagen hat der Föderalgesetzgeber das Gesetz vom 31. Juli 2020 « zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches zur Verbesserung des Zugangs zum weiterführenden juristischen Beistand und zur Gerichtskostenhilfe durch die Erhöhung der in diesem Bereich geltenden Einkommensgrenzen » (nachstehend: Gesetz vom 31. Juli 2020), das am 1. September 2020 in Kraft getreten ist, angenommen. Die Schwellen für den Zugang werden um 200 EUR für den vollständig unentgeltlichen juristischen Beistand und den teilweise unentgeltlichen juristischen Beistand erhöht (neue Artikel 508/13/1 und 508/13/2 des Gerichtsgesetzbuches). Das Gesetz vom 31. Juli 2020 sieht ebenfalls zusätzliche Erhöhungen um 100 EUR zum 1. September jedes Jahres bis 2023 einschließlich vor, gefolgt von einer jährlichen Indexierung auf der Grundlage des Verbraucherpreisindex ab dem 1. September 2024 (neuer Artikel 508/13/4 des Gerichtsgesetzbuches), sowie eine Reihe von neuen Kriterien zur Berechnung der Existenzmittel, darunter die Festlegung von Personenkategorien, bei denen vermutet wird, dass sie nicht über genügende Existenzmittel verfügen, oder die Änderung der Abzugsregelung pro Person zu Lasten.

B.1.8. Aufgrund dieses neuen Elements hat der Gerichtshof von Amts wegen die Wiedereröffnung der Verhandlung angeordnet, damit die Parteien sich zu den möglichen Auswirkungen dieser Bestimmungen auf die Klagen äußern können.

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.2.1. Durch Artikel 2 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 wird Artikel 269<sup>1</sup> des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches abgeändert, der infolgedessen bestimmt:

« Art. 269<sup>1</sup>. Il est dû pour chaque cause inscrite ou réinscrite au rôle général, au registre des requêtes ou au registre des demandes en référé :

- 1° dans les justices de paix et les tribunaux de police, un droit de 50 euros;
- 2° dans les tribunaux de première instance et les tribunaux de l'entreprise, un droit de 165 euros;
- 3° dans les cours d'appel, un droit de 400 euros;
- 4° à la Cour de cassation, un droit de 650 euros.

Aucun droit n'est perçu pour les contestations portées devant le juge des saisies ou le juge de paix dans le cadre de l'application de l'article 1409, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et 1409, § 1<sup>er</sup>*bis*, alinéa 4, du Code judiciaire.

Les causes réputées urgentes visées à l'article 1253<sup>ter</sup>/7 du Code judiciaire sont soumises à un droit unique lorsque l'objectif de la nouvelle saisine du tribunal de la famille est de modifier une demande sur laquelle il s'est déjà prononcé. Ce régime est étendu aux mesures relatives à l'exercice de l'autorité parentale prononcées par le tribunal de la jeunesse dont la modification est demandée devant le tribunal de la famille ».

B.2.2. Artikel 3 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 ersetzt Artikel 269<sup>2</sup> des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wie folgt:

« Art. 269<sup>2</sup>. § 1<sup>er</sup>. Dans sa décision définitive, le juge condamne la partie ou les parties qui sont redevables du droit au paiement de ce dernier ou au paiement de leur part dans ce dernier. La décision du juge n'est susceptible d'aucun recours.

La partie qui a inscrit l'affaire au rôle est entièrement redevable du droit, excepté si :

1° le défendeur succombe, dans ce cas le droit est entièrement dû par le défendeur;

2° les parties succombent respectivement sur quelque chef, dans ce cas le droit est dû en partie par le demandeur et en partie par le défendeur, selon la décision du juge.

Le droit est exigible à la date de la condamnation.

§ 2. Au cas où une affaire est rayée ou omise du rôle en application de l'article 730 du Code judiciaire, le droit est exigible à partir de la date de la radiation ou de l'omission à charge de la partie qui a fait inscrire l'affaire au rôle ».

B.2.3. Die Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 bestimmen:

« Art. 4. L'article 269<sup>3</sup> du même Code, inséré par la loi du 24 décembre 1993, abrogé par la loi du 28 avril 2015, annulée [sic] par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 13/2017, est abrogé.

Art. 5. L'article 269<sup>4</sup> du même Code, inséré par la loi du 27 mai 2013, est abrogé ».

B.2.4. Artikel 6 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 ergänzt Artikel 279<sup>1</sup> des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches durch die Nrn. 3 und 4, der in folgedessen bestimmt:

« Art. 279<sup>1</sup>. Sont exemptées du droit de mise au rôle :

1° l'inscription des causes dont les jugements et arrêts bénéficient de l'exemption du droit ou de la formalité de l'enregistrement en vertu des articles 161 et 162.

Toutefois, le droit est dû pour les procédures visées sous l'article 162, 13°;

2° l'inscription d'une cause par le greffier de la juridiction à laquelle cette cause est renvoyée conformément à la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ou par une décision judiciaire de dessaisissement;

3° l'inscription des causes qui sont portées devant les juridictions du travail;

4° l'inscription des causes qui sont introduites dans le cadre du livre XX du Code de droit économique ».

B.2.5. Artikel 8 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 bestimmt:

« L'article 281 du même Code, réintroduit par la loi du 27 mai 2013, est abrogé ».

B.2.6. Artikel 9 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 bestimmt:

« Art. 9. L'article 288 du même Code, abrogé par la loi du 19 décembre 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

' Art. 288. En ce qui concerne les droits de mise au rôle, le Roi peut, par arrêté établi après délibération en Conseil des ministres, déterminer les règles en matière de perception, de délais de prescription, de modes d'interruption et de suspension de la prescription, de poursuites et instances et d'intérêts moratoires et ainsi déroger aux règles visées aux articles 286 et 287. Les arrêtés qui sont pris en application de cet article sont confirmés par la loi dans les 12 mois qui suivent la date de leur publication au *Moniteur Belge*. ' ».

*In Bezug auf den einzigen Klagegrund*

B.3. Die klagenden Parteien in den beiden Rechtssachen führen einen Klagegrund mit weitgehend gleichem Inhalt an. Der einzige Klagegrund ist aus einem Verstoß der angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11, 13 und 172 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit dem allgemeinen Grundsatz des Rechtes auf gerichtliches Gehör abgeleitet.

Durch die Erhöhung der Eintragungsgebühren werde das Recht auf gerichtliches Gehör unverhältnismäßig eingeschränkt, insbesondere für Rechtsuchende, die über die über Existenzmittel verfügten, die knapp über der festgelegten Grenze, um den juristischen Beistand vollständig oder teilweise erhalten zu können, liegen, zumal diese Erhöhung zu all den Kosten hinzukomme, die die öffentlichen Behörden mit einem Gerichtsverfahren verknüpften, wie den anderen Kanzleigebühren, der eventuell geschuldeten Verfahrensschädigung, dem Beitrag zum Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand und der (nicht rückzahlbaren) Mehrwertsteuer auf die Honorare der Rechtsanwälte, und zwar in allen Phasen des Verfahrens.

B.4.1. Artikel 13 der Verfassung bestimmt:

« Niemand darf gegen seinen Willen seinem gesetzlichen Richter entzogen werden ».

B.4.2. Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Jedermann hat Anspruch darauf, dass seine Sache in billiger Weise öffentlich und innerhalb einer angemessenen Frist gehört wird, und zwar von einem unabhängigen und unparteiischen, auf Gesetz beruhenden Gericht, das über zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen oder über die Stichhaltigkeit der gegen ihn erhobenen strafrechtlichen Anklage zu entscheiden hat. Das Urteil muss öffentlich verkündet werden, jedoch kann die Presse und die Öffentlichkeit während der gesamten Verhandlung oder eines Teils derselben im Interesse der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit in einem demokratischen Staat ausgeschlossen werden, oder wenn die Interessen von Jugendlichen oder der Schutz des Privatlebens der Prozessparteien es verlangen oder, und zwar unter besonderen Umständen, wenn die öffentliche Verhandlung die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, in diesem Falle jedoch nur in dem nach Auffassung des Gerichts erforderlichen Umfang ».

Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Sind die in der vorliegenden Konvention festgelegten Rechte und Freiheiten verletzt worden, so hat der Verletzte das Recht, eine wirksame Beschwerde bei einer nationalen Instanz einzulegen, selbst wenn die Verletzung von Personen begangen worden ist, die in amtlicher Eigenschaft gehandelt haben ».

B.4.3. Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union bestimmt:

« Jede Person, deren durch das Recht der Union garantierte Rechte oder Freiheiten verletzt worden sind, hat das Recht, nach Maßgabe der in diesem Artikel vorgesehenen Bedingungen bei einem Gericht einen wirksamen Rechtsbehelf einzulegen.

Jede Person hat ein Recht darauf, dass ihre Sache von einem unabhängigen, unparteiischen und zuvor durch Gesetz errichteten Gericht in einem fairen Verfahren, öffentlich und innerhalb angemessener Frist verhandelt wird. Jede Person kann sich beraten, verteidigen und vertreten lassen.

Personen, die nicht über ausreichende Mittel verfügen, wird Prozesskostenhilfe bewilligt, soweit diese Hilfe erforderlich ist, um den Zugang zu den Gerichten wirksam zu gewährleisten ».

B.5.1. Das Recht auf gerichtliches Gehör ist ein allgemeiner Rechtsgrundsatz, der unter Beachtung der Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung, der Artikel 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und des Artikels 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union einem jeden zu gewährleisten ist. Er stellt einen wesentlichen Aspekt des Rechtes auf ein faires Verfahren dar und ist in einem Rechtsstaat von grundlegender Bedeutung. Das Recht, sich an einen Richter zu wenden, betrifft außerdem sowohl die Freiheit, vor Gericht aufzutreten, als auch die Freiheit, sich zu verteidigen.

B.5.2. Das Recht auf gerichtliches Gehör ist jedoch nicht absolut. Es kann Einschränkungen unterliegen, sofern diese Einschränkungen die Substanz dieses Rechtes selbst nicht beeinträchtigen. Die Einschränkungen dieses Rechtes müssen in einem vernünftigen Verhältnis zum rechtmäßigen Ziel stehen, das damit verfolgt wird (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Stagno gegen Belgien*, § 25). Die diesbezügliche Regelung muss dem Zweck der Rechtssicherheit und der geordneten Rechtspflege dienen und darf an sich nicht zu Einschränkungen führen, die den Rechtsuchenden daran hindern, den Inhalt seiner Streitsache vor den zuständigen Richter zu bringen (EuGHMR, *Stagno gegen Belgien*, vorerwähnt, § 25; 29. März 2011, *RTBF gegen Belgien*, § 69).

Diese Einschränkungen können finanzieller Art sein (EuGHMR, 19. Juni 2001, *Kreuz gegen Polen*, § 54; 18. November 2014, *Elinç gegen Türkei*, § 71). Aber der Betrag der Kosten muss im Lichte der besonderen Umstände einer bestimmten Rechtssache, einschließlich der Zahlungsfähigkeit des Klägers und der Phase des Verfahrens, in der die betreffende Einschränkung auferlegt wird, beurteilt werden. Alle diese Faktoren sind zu berücksichtigen, um zu bestimmen, ob der Betroffene in den Genuss seines Zugangsrechts gekommen ist und ob seine Sache von einem Gericht angehört wurde (EuGHMR, *Kreuz gegen Polen*, vorerwähnt, § 60; *Elinç gegen Türkei*, vorerwähnt, § 72). So kann der Betrag der Verfahrenskosten, der auf den ersten Blick nicht sehr hoch erscheint, für den Betroffenen eine beträchtliche Summe ausmachen und eine übermäßige Belastung für ihn darstellen, sodass er kein konkretes und tatsächliches Recht auf Zugang zu einem Gericht mehr hat (EuGHMR, 18. November 2008, *Serin gegen Türkei*, § 31; 2. Februar 2010, *Eyüp Akdeniz gegen Türkei*, § 25).

B.6. Durch die angefochtenen Bestimmungen beabsichtigte der Gesetzgeber, die Rechtsvorschriften an den Entscheid des Gerichtshofes Nr. 13/2017 vom 9. Februar 2017 anzupassen sowie Haushaltseinsparungen zu erzielen und das System der Gebühren für die Eintragung in die Liste zu vereinfachen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, S. 5). Neben diesen Zielen ist in der Begründung auch das Bestreben genannt, Rechtssuchende in angemessener Weise stärker an den Verfahrenskosten zu beteiligen (ebenda, S. 8).

Außerdem können zwei weitere Ziele festgestellt werden. Einerseits bezweckt der Gesetzgeber eine « größere finanzielle Abschreckung des unbedachten Rückgriffs auf die rechtsprechende Gewalt » aufgrund der Feststellung, dass « aus der Praxis hervorgeht, dass sehr viele Rechtsanwälte auf Ersuchen ihres Klienten in Berufung gehen, nachdem sie einen Prozess verloren haben, um die Vollstreckung auszusetzen, obgleich die Chancen, den Prozess in der zweiten Instanz zu gewinnen, oft gering sind » (ebenda, S. 10). Andererseits geht es darum, « Rechtssuchende zu ermutigen, alternative Streitbeilegungsverfahren mehr zu nutzen », um die Bürger darauf aufmerksam zu machen, dass eine Klageerhebung nicht kostenlos ist; als alternative Verfahren werden insbesondere die gerichtliche Vermittlung und Schiedsverfahren genannt (ebenda, S. 10).

B.7. Die Ziele, das System der Gebühren für die Eintragung in die Liste zu vereinfachen, Haushaltseinsparungen zu erzielen, Rechtssuchende in angemessener Weise stärker an den Verfahrenskosten zu beteiligen und alternative Formen der Streitbeilegung zu fördern, sind legitim. Folglich werden mit den angefochtenen Bestimmungen legitime Ziele verfolgt, die zum Allgemeininteresse gehören.

B.8. In den angefochtenen Bestimmungen sind vier Beträge von Gebühren für die Eintragung in die Liste vorgesehen, die sich zwischen 50 und 675 EUR bewegen und je nach der Art des mit der Klage befassten Gerichts steigen. Aus diesem Grund stellt diese Reform eine sachdienliche Maßnahme dar, um das Gesamtsystem der Gebühren für die Eintragung in die Liste zu vereinfachen sowie die Arbeitsbelastung der Kanzleien der betreffenden Gerichte zu reduzieren. Ebenso ist die allgemeine Erhöhung der Beträge im Lichte des vom Gesetzgeber verfolgten Haushaltsziels, der dieses auf wiederkehrende Mehreinnahmen von 20 Millionen Euro pro Jahr schätzt, sachdienlich (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, S. 5). Schließlich kann die Beteiligung des Rechtsuchenden an den Verfahrenskosten auch eine Wirkung haben, die ihn davon abhält, unnötige Verfahren zu führen.

B.9. Der Gerichtshof muss jedoch prüfen, ob die angefochtenen Bestimmungen keine unverhältnismäßigen Folgen, insbesondere für die im Klagegrund erwähnte Kategorie von Rechtsuchenden haben.

Durch die angefochtenen Bestimmungen werden die Gebühren für die Eintragung in die Liste bei allen Gerichten der rechtsprechenden Gewalt jeweils von 30, 31 oder 40 EUR auf 50 EUR (das heißt eine Erhöhung um 25 bis 66,6 %) für die Friedensgerichte und Polizeigerichte, von 30, 60 oder 100 EUR auf 165 EUR (das heißt eine Erhöhung um 65 bis 450 %) für die Gerichte erster Instanz und die Unternehmensgerichte, von 210 EUR auf 400 EUR (das heißt eine Erhöhung um 90,5 %) für die Appellationshöfe und von 375 EUR auf 650 EUR (das heißt eine Erhöhung um 73,3 %) für den Kassationshof erhöht. Sie haben dementsprechend offensichtlich die Folge, dass die Kosten eines Gerichtsverfahrens erheblich steigen.

B.10. Die Verfahrenskosten, die sich aus dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen ergeben, sind nicht notwendigerweise an sich ein Grund für eine Beeinträchtigung des Rechtes auf eine wirksame Beschwerde. Sie haben jedoch zur Folge, dass die mit der Ausübung dieses Rechtes verbundene finanzielle Belastung, die sich je nach Höhe der Existenzmittel der Rechtsuchenden unterscheidet, zunimmt. Der Gesetzgeber muss dies berücksichtigen, wenn er Maßnahmen ergreift, durch die die Kosten für Gerichtsverfahren steigen können. Er muss nämlich dafür Sorge tragen, dass das Recht auf Zugang zu den Gerichten für bestimmte Rechtssuchende nicht derart eingeschränkt wird, dass die Substanz dieses Rechtes dadurch angetastet würde. Er hat auch der relativen Waffenungleichheit, die sich aus einer größeren Einschränkung des Rechtes auf Zugang zum Gericht für bestimmte Personenkategorien ergibt, Rechnung zu tragen, um gegebenenfalls die Regeln in Bezug auf die Gerichtskostenhilfe unter Berücksichtigung der tatsächlichen Verfahrenskosten anzupassen.

B.11. Wie in B.1.5 erwähnt, hat der Staatsrat in seinem Gutachten angemerkt, dass die mit der Einleitung eines Gerichtsverfahrens verbundene finanzielle Gesamtbelastung zu berücksichtigen ist, insbesondere für Rechtsuchenden, die über Existenzmittel verfügen, die knapp über der festgelegten Grenze, um den weiterführenden juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe vollständig oder teilweise erhalten zu können, liegen.

B.12.1. Aus den verschiedenen bezifferten Simulationen, die von den klagenden Parteien sowie vom Staatsrat vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 31. Juli 2020 in Bezug auf die Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen auf die konkrete Situation eines Haushalts erstellt wurden, dessen Existenzmittel knapp über der festgelegten Grenze, um in den Genuss der vollständigen oder teilweisen Unentgeltlichkeit des weiterführenden juristischen Beistands und der Gerichtskostenhilfe zu kommen, liegen, geht hervor, dass der Anteil des notwendigen monatlichen Einkommens, um ein Gerichtsverfahren einzuleiten, nunmehr 20 % ohne Rechtsanwaltskosten erreichen kann (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, S. 9). Rechnet man Letztere hinzu, die mit einem durchschnittlichen Stundensatz von 100 Euro ohne Mehrwertsteuer angesetzt wurden, ergibt sich daraus, dass ein Rechtsuchender, dessen Existenzmittel knapp über der festgelegten Grenze, um in den Genuss der vollständigen oder teilweisen Unentgeltlichkeit des

weiterführenden juristischen Beistands und der Gerichtskostenhilfe zu kommen, liegen, möglicherweise mehr als 220 % des Monatseinkommens seines Haushalts vor Steuern, wenn die Möglichkeit einer Berufung einbezogen wird, hinterlegen müsste. Die Zahl der betroffenen Rechtsuchenden ist in Anbetracht des auf etwas weniger als 2 000 EUR geschätzten monatlichen Medianeinkommens nicht unerheblich.

B.12.2. Daraus folgt, dass die Kosten für die Ausübung des Rechts auf Zugang zum Gericht, die durch die angefochtenen Bestimmungen erhöht werden, eine erhebliche Belastung für die im Klagegrund erwähnte Kategorie von Rechtsuchenden sein können und für sie eine übermäßige Belastung darstellen können, übrigens unabhängig von der Phase des Verfahrens, in der diese Kosten zu zahlen sind.

B.13. Jedoch hat sich ab dem 1. September 2020, dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzes vom 31. Juli 2020, die vorerwähnte Kategorie von Rechtsuchenden verkleinert. Mit diesem Gesetz werden nämlich die Grenzen, um den weiterführenden juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe erhalten zu können, dauerhaft angehoben, sodass die Zahl der Personen, die von nun an diesen Beistand bzw. diese Hilfe in Anspruch nehmen können, laut Rechnungshof im ersten Schritt von 1 520 000 auf 2 136 000 steigen würde (*Parl. Dok.*, Kammer, 2019-2020, DOC 55-0175/002, SS. 12 und 16). Überdies hat der Gesetzgeber Personenkategorien, bei denen vermutet wird, dass sie nicht über genügende Existenzmittel verfügen, die insbesondere Minderjährige, Empfänger von Zulagen der ÖSHZ oder der Einkommensgarantie für Betagte, sowie Inhaftierte, Geisteskranke, Ausländer usw. umfassen (neuer Artikel 508/13/1 des Gerichtsgesetzbuches) sowie eine Änderung der Regelung des Abzugs pro Person zu Lasten festgelegt, der sich von 15 % auf 20 % des Eingliederungseinkommens erhöht (neue Artikel 508/13/1 und 508/13/2 des Gerichtsgesetzbuches). Durch die vorerwähnten Bestimmungen wird daher das Gewicht der Kategorien von Rechtsuchenden, die von dem angefochtenen Gesetz betroffen sind, reduziert.

B.14. Es ist folglich festzustellen, dass die Situation der im Klagegrund erwähnten Kategorie von Rechtssuchenden seit dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen am 1. Februar 2019 vom Gesetzgeber ab dem 1. September 2020, dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzes vom 31. Juli 2020, berücksichtigt wurde. Die unterschiedslose Erhöhung der Gebühren für die Eintragung in die Liste wird nämlich seit dem 1. September 2020 durch die Anhebung der festgelegten Grenzen, um den weiterführenden juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe erhalten zu können, sowie durch die anderen vom Gesetz vom 31. Juli 2020 vorgesehenen Maßnahmen ausreichend und proportional ausgeglichen. Die im Klagegrund erwähnte Kategorie von Rechtssuchenden ist somit so zu verstehen, dass sie sich auf die Rechtsuchenden bezieht, deren Existenzmittel unter den von den Artikeln 3 und 4 des Gesetzes vom 31. Juli 2020 festgelegten Grenzen, um den weiterführenden juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe erhalten zu können, aber über den Grenzen liegen, die vor dem Inkrafttreten dieser Bestimmungen galten.

B.15. Der einzige Klagegrund ist nur insoweit begründet, als er die Rechtssuchenden betrifft, deren Sache zwischen dem 1. Februar 2019 und dem 31. August 2020 in die Liste eingetragen wurde, die spätestens am 31. August 2020 zur Zahlung der Gebühren für die Eintragung in die Liste verurteilt wurden und deren Existenzmittel unter den aufgrund der Artikel 3 und 4 des Gesetzes vom 31. Juli 2020 festgelegten Grenzen, um den weiterführenden juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe erhalten zu können, aber über den Grenzen liegen, die vor dem Inkrafttreten dieser Bestimmungen galten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 « zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebürgengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebürgen », insofern sie auf die Rechtsuchenden anwendbar sind, deren Sache zwischen dem 1. Februar 2019 und dem 31. August 2020 in die Liste eingetragen wurde, die spätestens am 31. August 2020 zur Zahlung der Gebühren für die Eintragung in die Liste verurteilt wurden und deren Existenzmittel unter den Grenzen, um den weiterführenden juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe erhalten zu können, die aufgrund der Artikel 3 und 4 des Gesetzes vom 31. Juli 2020 « zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches zur Verbesserung des Zugangs zum weiterführenden juristischen Beistand und zur Gerichtskostenhilfe durch die Erhöhung der in diesem Bereich geltenden Einkommensgrenzen » festgelegt werden, aber über den Grenzen liegen, die vor dem Inkrafttreten dieser Bestimmungen galten, für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 10. Juni 2021.

Der Kanzler,  
F. Meersschant

Der Präsident,  
F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2021/203015]

### Uittreksel uit arrest nr. 86/2021 van 10 juni 2021

Rolnummer 7400

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 2 van de wet van 29 november 2019 « tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis aangaande de onmiddellijke aanhouding », ingesteld door Y.M.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters L. Lavrysen en F. Daoût, en de rechters T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, T. Detienne en D. Pieters, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter L. Lavrysen,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 juni 2020 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 juni 2020, heeft Y.M., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. H. Rieder en Mr. L. De Grootte, advocaten bij de balie te Gent, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 2 van de wet van 29 november 2019 « tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis aangaande de onmiddellijke aanhouding » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 december 2019).

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de bestreden bepaling*

B.1.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van artikel 2 van de wet van 29 november 2019 « tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis aangaande de onmiddellijke aanhouding », dat artikel 33, § 2, eerste lid van de wet van 20 juli 1990 « betreffende de voorlopige hechtenis » (hierna : de wet van 20 juli 1990) heeft gewijzigd. Tot vóór de wijziging bij de bestreden bepaling, voorzag artikel 33, § 2, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 alleen in de mogelijkheid voor de vonnisrechter om de onmiddellijke aanhouding uit te spreken wanneer te vreezen is dat de beklaagde of de beschuldigde zich aan de uitvoering van de straf zou pogen te onttrekken (hierna : vluchtgevaar). De bestreden bepaling voegt daar een tweede rechtsgrond aan toe, namelijk wanneer te vreezen is dat de beklaagde of de beschuldigde nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen (hierna : recidivegevaar).

Artikel 33, § 2, van de wet van 20 juli 1990 bepaalt thans (de toegevoegde zinsnede is cursief gedrukt) :

« Wanneer de hoven en de rechtbanken de beklaagde of de beschuldigde veroordelen tot een hoofdgevangenisstraf van drie jaar of tot een zwaardere straf, zonder uitstel, en voor veroordelingen wegens feiten bedoeld in titel *I*ter van boek II en in de artikelen 371/1 tot 387 van het Strafwetboek, tot een hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf, zonder uitstel, kunnen zij, op vordering van het openbaar ministerie, zijn onmiddellijke aanhouding gelasten, indien te vreezen is dat de beklaagde of de beschuldigde zich aan de uitvoering van de straf zou pogen te onttrekken of dat hij nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen. Die beslissing moet nader aangeven welke omstandigheden van de zaak die vrees bepaaldelijk wettigen.

Indien op verzet of hoger beroep de straf verminderd wordt tot minder dan drie jaar en voor veroordelingen wegens feiten bedoeld in titel *I*ter van boek II en in de artikelen 371/1 tot 387 van het Strafwetboek, tot minder dan een jaar, kan het hof of de rechtbank, met eenparigheid van stemmen, op vordering van het openbaar ministerie en na de beklaagde en zijn raadsman te hebben gehoord als zij aanwezig zijn, de gevangenhouding handhaven.

Over de krachtens deze paragraaf genomen beslissingen moet een afzonderlijk debat worden gehouden, onmiddellijk na de uitspraak van de straf. De beklaagde of de beschuldigde en zijn raadsman worden gehoord als ze aanwezig zijn. Deze beslissingen zijn niet vatbaar voor hoger beroep of verzet. Ze zijn vatbaar voor cassatieberoep voor zover dit rechtsmiddel ook tegen de veroordelende beslissing wordt ingesteld ».

B.1.2. De onmiddellijke aanhouding biedt de rechter de mogelijkheid om, niettegenstaande de schorsende werking van de termijnen van de rechtsmiddelen (verzet, hoger beroep en cassatieberoep), de beklaagde of de beschuldigde onmiddellijk na de veroordeling van zijn vrijheid te beroven. Die vrijheidsbeneming kan plaatsvinden ter terechtzitting zelf of, indien de beklaagde of de beschuldigde niet aanwezig is bij de uitspraak, op elk ogenblik vanaf de uitspraak. Het Hof van Cassatie omschrijft de onmiddellijke aanhouding als een vorm van voorlopige hechtenis met als finaliteit de uitvoering van de straf te waarborgen zolang die niet definitief is geworden (Cass., 25 november 1987, AR 6205; Cass., 26 februari 1997, P.97.0105.F; Cass., 5 december 2012, P.12.1886.F). Het bevel tot onmiddellijke aanhouding dat samengaat met een strafrechtelijke veroordeling, is geen beslissing die losstaat van de veroordelende beslissing zelf, doch vormt daarmee één geheel. Zij is niet vatbaar voor een afzonderlijk hoger beroep of verzet (Cass., 25 april 2000, P.00.0608.N). Cassatieberoep kan wel worden ingesteld, voor zover dat rechtsmiddel ook tegen de veroordelende beslissing werd ingesteld (artikel 33, § 2, derde lid, *in fine*, van de wet van 20 juli 1990). Diegene die het voorwerp uitmaakt van een onmiddellijke aanhouding kan een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling indienen indien hij verzet, hoger beroep of cassatieberoep heeft aangetekend tegen de beslissing waarbij hij werd veroordeeld (artikel 27, § 2 en § 3, van dezelfde wet).

B.1.3. In de memorie van toelichting wordt de toevoeging van het criterium van het recidivegevaar als volgt verantwoord :

« Vluchtgevaar vormt dus de enige mogelijke grondslag voor de onmiddellijke aanhouding. Het is nochtans niet ondenkbaar dat de veroordeelde, ten aanzien van wie er geen aanwijzingen zijn dat hij op de vlucht zou slaan, wel een potentieel gevaar voor de samenleving kan betekenen. Het feit dat de betrokkene al eerder werd veroordeeld voor gelijkaardige feiten kan bijvoorbeeld een indicatie zijn dat hij in staat is nieuwe misdrijven te plegen. Een strikte toepassing van de wet laat echter niet toe dit in rekening te nemen. Zodra vast staat dat er in hoofde van de veroordeelde geen vluchtgevaar aanwezig is, kan de strafrechter niet anders dan de onmiddellijke aanhouding weigeren, ondanks dat hij misschien aanvoelt dat de veroordeelde een veiligheidsrisico inhoudt.

[...]

Ook wanneer er geen vluchtgevaar blijkt te zijn, kan het gerechtelijk verleden van een dader, zoals eerdere veroordelingen voor geweld- en zedenmisdrijven, er immers op wijzen dat het om een veelpleger gaat die wel degelijk een veiligheidsrisico vormt voor de samenleving. In dergelijke gevallen zou het vanzelfsprekend moeten zijn dat een rechter bij de veroordeling tot onmiddellijke aanhouding kan overgaan. Wij stellen dan ook voor om niet enkel vluchtgevaar maar ook recidivegevaar als criterium te laten gelden op basis waarvan de strafrechter de onmiddellijke aanhouding kan bevelen » (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 2019, DOC 55-0489/001, pp. 3-4).

De bestreden bepaling strekt er dus toe te voorkomen dat de beklaagde of de beschuldigde, in afwachting van de behandeling van zijn rechtsmiddel, nieuwe strafbare feiten pleegt (zie ook *Hand.*, Kamer, 2019-2020, 21 november 2019, CRIV 55 PLEN 014, p. 46). De formulering van het nieuwe criterium werd overgenomen uit het bestaande artikel 16, § 1, vierde lid, van de wet van 20 juli 1990, dat betrekking heeft op het bevel tot aanhouding (*Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/006, p. 4). Aangezien dat criterium niet samenvalt met het begrip « herhaling » in de artikelen 54 en volgende van het Strafwetboek, kan een bevel tot aanhouding worden gebaseerd op een vroegere strafrechtelijke veroordeling van de verdachte, ook al is die nog niet in kracht van gewijsde getreden, voor zover de rechter niet aanneemt dat de veroordeelde zich aan die feiten heeft schuldig gemaakt (Cass., 15 september 2015, P.15.0675.N).

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.2.1. Volgens de Ministerraad werd het verzoekschrift laattijdig ingediend en is het onderhavige beroep tot vernietiging dus onontvankelijk, omdat het in werkelijkheid gericht is tegen de reeds lang bestaande modaliteiten van de onmiddellijke aanhouding, die door de bestreden bepaling niet worden gewijzigd.

B.2.2. Een beroep dat gericht is tegen een verschil in behandeling dat niet uit de bestreden wet voortvloeit, maar reeds is vervat in een vroegere wet, is niet ontvankelijk.

Wanneer de wetgever in een nieuwe wetgeving echter een oude bepaling overneemt en zich op die wijze de inhoud ervan toe-eigent, kan tegen de overgenomen bepaling een beroep worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking ervan.

B.2.3. De bestreden bepaling vult de bestaande rechtsgrond voor de vonnisrechter om de onmiddellijke aanhouding uit te spreken aan met een bijkomende rechtsgrond die steunt op het recidivegevaar.

In zoverre het eerste onderdeel van het middel de door de wetgever gemaakte keuze bekritiseert om de onmiddellijke aanhouding bijkomend afhankelijk te maken van het criterium van het recidivegevaar, en niet van het criterium van de volstreekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid, die krachtens artikel 16, § 1, van de wet van 20 juli 1990 wel geldt voor elke voorlopige hechtenis, is het beroep tot vernietiging ontvankelijk.

De overige onderdelen - het gebrek aan een effectief rechtsmiddel (tweede onderdeel), aan alternatieven voor de vrijheidsberoving (derde onderdeel), aan een motiveringsplicht (vierde onderdeel), aan een behandeling in raadkamer (vijfde onderdeel) en aan automatische controle van de handhaving van de vrijheidsberoving (zesde onderdeel) - hebben daarentegen betrekking op modaliteiten die reeds geruime tijd bestaan en die door de bestreden bepaling niet gewijzigd worden. In zoverre het die modaliteiten bekritiseert, is het beroep tot vernietiging laattijdig ingesteld en dus onontvankelijk.

Het Hof onderzoekt hierna enkel de gegrondheid van het eerste onderdeel van het middel.

*Ten gronde*

*Ten aanzien van het eerste onderdeel van het middel*

B.3. De verzoekende partij voert aan dat de bestreden bepaling niet bestaanbaar is met de artikelen 10, 11 en 12 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Volgens de verzoekende partij roept de bestreden bepaling een verschil in behandeling in het leven tussen, enerzijds, de in verdenkinggestelden tegen wie een gerechtelijk onderzoek wordt gevoerd en tegen wie een bevel tot aanhouding wordt uitgevaardigd en, anderzijds, de personen die strafrechtelijk veroordeeld werden bij een vonnis of een arrest dat nog niet in kracht van gewijsde is gegaan en tegen wie bij vonnis of arrest een onmiddellijke aanhouding werd uitgesproken vanwege recidivegevaar. Terwijl de laatstgenoemden van hun vrijheid kunnen worden beroofd op grond van het criterium van het recidivegevaar, geniet de eerste categorie van personen de in artikel 16, § 1, van de wet van 20 juli 1990 bepaalde waarborg dat elke voorlopige hechtenis bijkomend afhankelijk wordt gemaakt van het criterium van de volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid.

B.4.1. De Ministerraad is van mening dat de door de verzoekende partij vermelde categorieën van personen niet vergelijkbaar zijn.

B.4.2. Om de bestaanbaarheid van een wetskrachtige norm met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te beoordelen, onderzoekt het Hof eerst of de categorieën van personen ten aanzien van wie een ongelijkheid wordt aangevoerd, in voldoende mate vergelijkbaar zijn. Verschil en vergelijkbaarheid mogen evenwel niet met elkaar worden verward.

B.4.3. De door de verzoekende partij vergeleken categorieën van personen zijn vergelijkbaar, in zoverre zij beide het voorwerp uitmaken van een vrijheidsberoving met toepassing van de wet van 20 juli 1990. Het loutere feit dat de vonnisrechter zich ten aanzien van de ene categorie van personen nog niet ten gronde over het dossier heeft uitgesproken, terwijl hij dat ten aanzien van de andere categorie van personen wel al heeft gedaan, kan weliswaar een element zijn in de beoordeling van een verschil in behandeling, maar kan niet volstaan om tot de niet-vergelijkbaarheid te besluiten. Anders zou de toetsing aan het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie van elke inhoud worden ontgaan.

B.5.1. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.5.2. Artikel 12, eerste lid, van de Grondwet bepaalt :

« De vrijheid van de persoon is gewaarborgd ».

B.5.3. Wanneer een verdragsbepaling die België bindt, een draagwijdte heeft die analoog is aan die van één van de grondwetsbepalingen waarvan de toetsing tot de bevoegdheid van het Hof behoort en waarvan de schending wordt aangevoerd, vormen de waarborgen vervat in die verdragsbepaling een onlosmakelijk geheel met de waarborgen die in de betrokken grondwetsbepalingen zijn opgenomen.

B.5.4. Artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op persoonlijke vrijheid en veiligheid. Niemand mag van zijn vrijheid worden beroofd, behalve in de navolgende gevallen en langs wettelijke weg :

a) indien hij op rechtmatige wijze wordt gevangen gehouden na veroordeling door een daartoe bevoegde rechter;

[...]

c) indien hij op rechtmatige wijze is gearresteerd of gevangen gehouden ten einde voorde bevoegde rechterlijke instantie te worden geleid, wanneer redelijke termen aanwezig zijn om te vermoeden, dat hij een strafbaar feit heeft begaan of indien er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat het noodzakelijk is hem te beletten een strafbaar feit te begaan of te ontvluchten nadat hij dit heeft begaan;

[...]

4. Eenieder die door arrestatie of gevangenhouding van zijn vrijheid is beroofd heeft het recht voorziening te vragen bij de rechter opdat deze op korte termijn beslist over de wettigheid van zijn gevangenhouding en zijn invrijheidstelling beveelt, indien de gevangenhouding onrechtmatig is.

[...] ».

B.5.5. Vermits zowel artikel 12 van de Grondwet als artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens het recht op individuele vrijheid waarborgen, dient het Hof, bij de toetsing aan die grondwetsbepaling, rekening te houden met de voormelde verdragsbepaling.

B.6.1. Gelet op het fundamentele belang van de *habeas corpus* dienen alle beperkingen op de individuele vrijheid restrictief te worden geïnterpreteerd en dient hun grondwettigheid met de grootste omzichtigheid te worden onderzocht.

B.6.2. Het komt de wetgever toe, rekening houdend met de aard van de betrokken misdrijven en de in het geding zijnde belangen, te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden voorlopige hechtenis (tijdens het gerechtelijk onderzoek) of onmiddellijke aanhouding (na het vonnis in eerste aanleg) mogelijk moet zijn en daarbij beleidskeuzes te maken, evenwel met inachtneming van het beginsel van het vermoeden van onschuld, het evenredigheidsbeginsel en de andere onder meer in artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens vervatte waarborgen.

B.6.3. Een vrijheidsberoving geschiedt slechts « langs wettelijke weg » in zoverre zij bestaanbaar is met het « algemeen beginsel van de rechtszekerheid », dat wil zeggen het gevolg is van de voorzienbare toepassing van een voldoende toegankelijke en nauwkeurige wet, die duidelijk de voorwaarden voor de vrijheidsberoving bepaalt, teneinde elk risico op willekeur te vermijden en eenieder - zo nodig omringd met bewaamde raadslieden - de mogelijkheid te bieden om, volgens de omstandigheden, de mogelijke gevolgen van een handeling redelijkerwijs te voorzien (EHRM, 12 oktober 2006, *Mubilanzila Mayeka en Kaniki Mitunga t. België*, § 97; 24 januari 2008, *Riad en Idiab t. België*, § 72).



B.6.4. Om « rechtmatig » te zijn, moet een vasthouding bestaanbaar zijn met de zorg om het individu tegen willekeur te beschermen (EHRM, 12 oktober 2006, *Mubilanzila Mayeka en Kaniki Mitunga t. België*, § 96; 24 januari 2008, *Riad en Idiab t. België*, § 71; 13 december 2011, *Kanagaratnam en anderen t. België*, § 83; 20 december 2011, *Yoh-Ekale Mwanje t. België*, § 116).

B.6.5. Het begrip « willekeur » omvat ook een onderzoek naar de vraag of de vrijheidsberoving nodig was om het nagestreefde doel te bereiken. Vrijheidsberoving is een maatregel die zo ernstig is dat hij alleen gerechtvaardigd is als laatste redmiddel, wanneer andere, minder strenge maatregelen zijn genomen, overwogen en onvoldoende geacht om het persoonlijk of openbaar belang te beschermen (EHRM, 4 april 2000, *Witold Litwa t. Polen*, § 78; 8 juni 2004, *Hilda Hafsteinsdóttir t. IJsland*, § 51; 29 januari 2008, *Saadi t. Verenigd Koninkrijk*, § 70). Bovendien vereist het evenredigheidsbeginsel dat, wanneer de vrijheidsberoving bedoeld is om uitvoering te geven aan een wettelijke verplichting, er een evenwicht wordt gevonden tussen de noodzaak om in een democratische samenleving de onmiddellijke nakoming van de betrokken verplichting te verzekeren, en het belang van het recht op vrijheid (EHRM, 25 september 2003, *Vasileva t. Denemarken*, § 37; 29 januari 2008, *Saadi t. Verenigd Koninkrijk*, § 70).

B.6.6. De bescherming van de individuele vrijheid van de beschuldigde of de beklagde dient evenwel ook te worden afgewogen tegenover de artikelen 2 en 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, op grond waarvan de overheid alle nodige maatregelen moet nemen teneinde respectievelijk het recht op leven van zijn burgers te waarborgen en te vermijden dat zijn burgers worden blootgesteld aan een onmenselijke behandeling (EHRM, 9 juni 2009, *Opuz t. Turkije*, § 159; 15 december 2009, *Maiorano t. Italië*, § 121; grote kamer, 22 oktober 2018, *S., V. en A. t. Denemarken*, § 124). Die maatregelen moeten doeltreffende bescherming bieden en redelijke maatregelen omvatten ter voorkoming van mishandeling waarvan de autoriteiten op de hoogte waren of hadden moeten zijn (EHRM, 10 mei 2001, *Z. en anderen t. Verenigd Koninkrijk*, § 73; grote kamer, 24 oktober 2002, *Mastromatteo t. Italië*, § § 67-68; grote kamer, 22 oktober 2018, *S., V. en A. t. Denemarken*, § 124).

B.7. Zoals in B.1.1 is vermeld, creëert de bestreden bepaling een bijkomende rechtsgrond voor de vonnisrechter om de onmiddellijke aanhouding op te leggen, namelijk het recidivegevaar. De bestreden bepaling verschilt daardoor van artikel 16, § 1, van de wet van 20 juli 1990, die de afgifte van een bevel tot aanhouding door de onderzoeksrechter afhankelijk maakt van, enerzijds, de absolute noodzakelijkheid van de vrijheidsberoving voor de openbare veiligheid en, anderzijds, wanneer het maximum van de van toepassing zijnde straf vijftien jaar niet te boven gaat, de voorwaarde van het bestaan van ernstige redenen om te vrezen dat de inverdenkinggestelde, wanneer hij in vrijheid zou worden gesteld, nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen.

B.8. Zoals blijkt uit de in B.1.3 aangehaalde parlementaire voorbereiding, heeft de bestreden bepaling tot doel te vermijden dat een persoon die door de vonnisrechter strafrechtelijk werd veroordeeld, in afwachting van de behandeling van zijn rechtsmiddel nieuwe feiten pleegt en op die manier een risico voor de veiligheid van de samenleving vormt. Die doelstelling is legitiem.

B.9. Het verschil in behandeling steunt eveneens op een objectief criterium, namelijk de vrijheidsberoving als titel van voorlopige hechtenis opgelegd door de onderzoeksrechter en, in voorkomend geval, gehandhaafd door de onderzoeksgerechten dan wel als titel van onmiddellijke aanhouding na een veroordeling door de vonnisrechter.

B.10. Het verschil in behandeling is voorts pertinent om de in B.1.3 vermelde doelstelling te bereiken, aangezien het de vonnisrechter toelaat een vrijheidsberoving op te leggen ten aanzien van de beklagde of beschuldigde wanneer te vrezen is dat deze nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen, ook al is de rechterlijke beslissing waarbij hij werd veroordeeld nog niet definitief.

B.11.1. Het Hof dient evenwel nog te onderzoeken of het niet onredelijk is dat de vonnisrechter de onmiddellijke aanhouding uitsluitend mag doen steunen op het criterium van het recidivegevaar, zonder dat hij ook dient na te gaan of de vrijheidsberoving volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid.

B.11.2. Tijdens de parlementaire voorbereiding van het wetsvoorstel dat tot de bestreden wet heeft geleid, werd een amendement ingediend om het criterium van het recidivegevaar voor de onmiddellijke aanhouding te koppelen aan het criterium van de volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid, naar analogie met hetgeen geldt voor het bevel tot aanhouding in artikel 16, § 1, van de wet van 20 juli 1990 (amendement nr. 1, *Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/002, pp. 2-5). Andere amendementen strekten ertoe het criterium van het recidivegevaar te schrappen en het criterium van de volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid in te voeren naast het bestaande criterium van de vrees voor vluchtgevaar (amendement nr. 4, *Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/005, pp. 4-7, amendement nr. 5, *Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/008, pp. 2-4). Volgens de indieners van de amendementen is het criterium van de volstrekte noodzakelijkheid beter verenigbaar met het vermoeden van onschuld (*Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/003, p. 7; *Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/006, p. 4; *Hand.*, Kamer, 2019-2020, 21 november 2019, CRIV 55 PLEN 014, p. 43). De amendementen werden evenwel verworpen, nadat geoordeeld werd dat het criterium van de volstrekte noodzakelijkheid van de openbare veiligheid een « containerbegrip » is, dat « veel ruimer en veel breder [is] dan het recidivegevaar en het vluchtgevaar samen » (*Hand.*, Kamer, 2019-2020, 21 november 2019, CRIV 55 PLEN 014, p. 42; zie ook *Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/003, p. 11; *Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/006, p. 4).

B.11.3. De wetgever geniet een ruime beleidsvrijheid om de gevallen en de voorwaarden inzake de voorlopige hechtenis en de onmiddellijke aanhouding te bepalen, aangezien hij het recht op persoonlijke vrijheid dient te verzoenen met de op grond van de artikelen 2 en 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens op hem rustende verplichting om alle nodige maatregelen te nemen om het recht op leven te waarborgen.

De beoordeling van een vrijheidsberoving ten aanzien van een inverdenkinggestelde die nog niet veroordeeld werd en ten aanzien van wie slechts ernstige aanwijzingen van schuld kunnen worden vastgesteld, is bovendien een meer precare aangelegenheid dan dezelfde beoordeling ten aanzien van een beklagde of beschuldigde wiens schuld reeds werd vastgesteld en die reeds veroordeeld werd.

Vermits het strafrechtelijk handavingsmechanisme er mede op gericht is recidive te vermijden en het criterium van het recidivegevaar de openbare veiligheid aanbelangt, is het niet onredelijk het recidivegevaar als enig criterium te gebruiken, zonder bijkomend te vereisen dat de aanhouding volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid.

Ook het Europees Hof voor de Rechten van de Mens is van oordeel dat de beoordeling van een vrijheidsberoving tijdens de onderzoeksfase van een andere aard is dan die van een vrijheidsberoving na een veroordelend vonnis, zodat de waarborgen die gelden in de eerste situatie niet zonder meer van toepassing dienen te zijn op een onmiddellijke aanhouding na een uitspraak (EHRM, 27 juni 1968, *Wemhoff t. Duitsland*, § 9). Dat Hof verzet er zich evenmin tegen dat een vrijheidsberoving uitsluitend wordt beoordeeld op grond van het recidiverisico, voor zover dat risico voldoende reëel is en getoetst wordt aan de concrete elementen van het dossier (EHRM, 12 december 1991, *Clooth t. België*, § 40; grote kamer, 22 oktober 2018, *S., V. en A. t. Denemarken*, § 218). Evenmin verzet dat Hof zich ertegen dat een persoon als inverdenkinggestelde in de loop van het onderzoek wordt vrijgelaten en in een latere fase van het onderzoek of op de zitting als veroordeelde van zijn vrijheid wordt beroofd (EHRM, grote kamer, 22 oktober 2018, *S., V. en A. t. Denemarken*, § § 118-126).

Het bestaande criterium van het vluchtgevaar is overigens evenmin gekoppeld aan de volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid.

B.11.4. De omstandigheid dat de veroordeling van de beklaagde of de beschuldigde nog niet definitief is, staat de onmiddellijke aanhouding overigens niet in de weg. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens oordeelt dienaangaande :

« Volgens de rechtspraak van de organen van het Verdrag, bevindt een in eerste aanleg veroordeelde persoon, ongeacht of hij tot dan toe al dan niet gevangen is gehouden, zich in het geval bepaald in artikel 5, § 1, a), dat toestaat personen van hun vrijheid te beroven ' na veroordeling '. Die laatste woorden kunnen niet worden geïnterpreteerd in die zin dat zij zich beperken tot de hypothese van een definitieve veroordeling, want dat zou de arrestatie uitsluiten, ter terechtzitting, van veroordeelde personen die in vrijheid zijn verschenen, ongeacht de beroepsmogelijkheden die nog voor hen openstaan. Een dergelijke praktijk is immers courant in vele verdragsluitende Staten, en men kan zich niet voorstellen dat zij daarvan hebben willen afzien. Men mag overigens niet uit het oog verliezen dat de schuld van een persoon die gevangen wordt gehouden tijdens de procedure van hoger beroep of cassatie, is bewezen tijdens een proces dat is gevoerd overeenkomstig de vereisten van artikel 6 » (EHRM, beslissing, 23 oktober 2001, *Dorsaz t. Zwitserland*; zie ook EHRM, 27 juni 1968, *Wemhoff t. Duitsland*, § 9; 28 maart 1990, *B. t. Oostenrijk*, § 36; 4 juni 2015, *Ruslan Yakovenko t. Oekraïne*, § 46).

B.11.5. Evenmin vormt het opleggen van een onmiddellijke aanhouding een schending van het vermoeden van onschuld, nu de beklaagde of de beschuldigde net veroordeeld is en zijn schuld, zij het niet definitief, dus vaststaat (EHRM, beslissing, 23 oktober 2001, *Dorsaz t. Zwitserland*). Ook volgens een vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie inzake voorlopige hechtenis is het gebruik van het criterium van het recidivegevaar niet strijdig met het vermoeden van onschuld (Cass., 18 december 1985, AR 4734; Cass., 12 februari 1997, P.97.0161.N; Cass., 18 januari 2000, P.00.0053.N; Cass., 15 september 2015, P.15.0675.N).

B.11.6. De afwezigheid van een vereiste dat de onmiddellijke aanhouding volstrekt noodzakelijk moet zijn voor de openbare veiligheid, neemt overigens niet weg dat een vrijheidsberoving slechts gerechtvaardigd is wanneer andere, minder strenge maatregelen zijn genomen, overwogen en onvoldoende geacht om het openbaar belang te beschermen. Uit artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens vloeit derhalve voort dat elke vrijheidsberoving, of zij nu het gevolg is van een bevel tot aanhouding uitgevaardigd door de onderzoeksrechter of van een onmiddellijke aanhouding opgelegd door de vonnisrechter, noodzakelijk moet zijn voor de openbare veiligheid (EHRM, 31 oktober 2013, *Perica Oreb t. Kroatië*, § 112). Het staat aan de rechter die de onmiddellijke aanhouding uitspreekt om haar te toetsen aan dat criterium, dat uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens voortvloeit.

B.12.1. Het verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen dat voortvloeit uit de toepassing van verschillende procedureregels in verschillende omstandigheden houdt op zich geen discriminatie in. Van discriminatie zou slechts sprake zijn indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit de toepassing van die procedureregels een onevenredige beperking van de rechten van de daarbij betrokken personen met zich zou meebrengen.

B.12.2. Krachtens artikel 33, § 2, van de wet van 20 juli 1990 mag de onmiddellijke aanhouding slechts worden opgelegd indien de opgelegde hoofdgevangenisstraf een hoofdgevangenisstraf van drie jaar of meer, zonder uitstel, bedraagt, met uitzondering van veroordelingen wegens feiten bedoeld in titel I ter en in de artikelen 371/1 tot 387 van het Strafwetboek, waarvoor de minimumdrempel een hoofdgevangenisstraf van een jaar zonder uitstel bedraagt.

B.12.3. Artikel 33, § 2, van de wet van 20 juli 1990 bepaalt eveneens dat de onmiddellijke aanhouding enkel kan worden gelast op vordering van het openbaar ministerie. De vonnisrechter kan dus niet ambtshalve een onmiddellijke aanhouding bevelen. Bovendien is het openbaar ministerie geenszins verplicht een onmiddellijke aanhouding te vorderen indien een hoofdgevangenisstraf van drie, dan wel één jaar of meer werd uitgesproken. Evenmin geldt een dergelijke verplichting voor de vonnisrechter. De onmiddellijke aanhouding is steeds facultatief. Het feit dat de beslissing tot onmiddellijke aanhouding wordt genomen door een magistraat of magistraten die onafhankelijk is of zijn van de vervolgende overheid, is overigens evengoed een waarborg voor de veroordeelde.

B.12.4. Voorts maakt de onmiddellijke aanhouding het voorwerp uit van een afzonderlijk debat waarbij de beklaagde of de beschuldigde en zijn raadsman worden gehoord indien zij aanwezig zijn (artikel 33, § 2, derde lid, van de wet van 20 juli 1990). Ter gelegenheid van dat debat kunnen nieuwe stukken worden neergelegd. Wanneer de beklaagde of de beschuldigde niet zelf aanwezig is, kan hij worden vertegenwoordigd door zijn raadsman. De beslissing moet worden genomen onmiddellijk na de veroordelende beslissing zelf.

B.12.5. Artikel 33, § 2, eerste lid, *in fine*, van de wet van 20 juli 1990 bepaalt eveneens dat de beslissing tot het opleggen van een onmiddellijke aanhouding « nader [moet] aangeven welke omstandigheden van de zaak [de] vrees [voor onttrekking of recidive] wettigen ». Er geldt derhalve een bijzondere motiveringsplicht voor het opleggen van een onmiddellijke aanhouding, naar analogie met wat geldt voor een bevel tot aanhouding op grond van artikel 16, § 1, van die wet (*Parl. St.*, Senaat, 1989-1990, nr. 658/1, p. 19). Tijdens de bespreking, in de bevoegde commissie, van het wetsvoorstel dat tot de bestreden wet geeft geleid, werd door de indieners benadrukt dat de vonnisrechter zijn beslissing zal moeten motiveren op basis van de informatie waarover hij beschikt (*Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55-0489/003, pp. 13-14). De bestreden bepaling doet derhalve geen afbreuk aan die bijzondere motiveringsplicht, die onverkort blijft gelden en die een waarborg bevat tegen een willekeurige vrijheidsberoving.

De verplichting om het bevel tot onmiddellijke aanhouding te motiveren aan de hand van de omstandigheden van de zaak, impliceert dat het niet volstaat zich te beperken tot het feit dat de uitgesproken straf de hiervoor aangegeven minimumdrempel overschrijdt. Evenmin volstaat de enkele verwijzing naar het gerechtelijk verleden van de beklaagde of de beschuldigde (EHRM, 17 maart 1997, *Muller t. Frankrijk*, § 44; 31 oktober 2013, *Perica Oreb t. Kroatië*, § 113; 24 april 2014, *Miladinov e.a. t. Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië*, § 56; Cass., 16 juni 1993, P.93.0864.F). De terugkoppeling moet steeds worden gemaakt naar de huidige situatie en rekening houdend met alle omstandigheden en de persoonlijke kenmerken van de betrokkene. Zo kan een recent psychiatrisch rapport of een deskundigenverslag een belangrijke indicatie zijn bij de beoordeling of de beklaagde of de beschuldigde recidivegevaarlijk is (EHRM, 12 december 1991, *Clooth t. België*, § 40; 29 oktober 2009, *Paradysz t. Frankrijk*, § 71). Bovendien moet een concrete relatie worden aangetoond tussen de eerdere veroordeling of veroordelingen en de actuele zaak (EHRM, 6 november 2012, *Trifkovi t. Kroatië*, §§ 127-128; 12 december 1991, *Clooth t. België*, § 40). Verder dient de rechter eveneens te motiveren in welke mate de vrijheidsbeneming noodzakelijk is (zie B.11.6 en specifiek EHRM, 31 oktober 2013, *Perica Oreb t. Kroatië*, § 112).

Het staat aan de vonnisrechter, wanneer hij een onmiddellijke aanhouding op grond van het criterium van het recidivegevaar wenst op te leggen, aan de hand van de elementen van het dossier waarover hij beschikt zijn beslissing in overeenstemming met de hiervoor weergegeven waarborgen te motiveren. Omgekeerd volgt uit de formulering van de motiveringsplicht dat de vonnisrechter die van oordeel is dat de voorwaarden voor het opleggen van een bevel tot onmiddellijke aanhouding niet zijn vervuld, niet ertoe gehouden is zijn weigering te motiveren.

B.12.6. Indien de veroordeelde zich niet kan vinden in de motivering van de beslissing waarbij een onmiddellijke aanhouding ten aanzien van hem werd uitgesproken, dan is tegen die beslissing weliswaar geen afzonderlijk hoger beroep mogelijk, maar zij kan wel worden bestreden samen met het hoger beroep tegen de veroordeling ten gronde en zij is vatbaar voor een afzonderlijk cassatieberoep, voor zover dat rechtsmiddel ook tegen de veroordeling werd ingesteld (artikel 33, § 2, derde lid, van de wet van 20 juli 1990).

B.12.7. Voorts kan de veroordeelde, wanneer hij een rechtsmiddel heeft aangewend tegen de beslissing waarbij de onmiddellijke aanhouding werd bevolen, een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling indienen bij de instantie bij wie hij het rechtsmiddel heeft ingesteld of, in geval van een cassatieberoep, bij de kamer van inbeschuldigingstelling (artikel 27, § 2, van de wet van 20 juli 1990). Het bestaan van die procedure vormt een effectief rechtsmiddel, overeenkomstig artikel 5, lid 4, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (EHRM, 21 april 2009, *Stephens t. Malta*, § 97; Cass., 21 mei 2008, P.08.0746.F). Over het verzoekschrift, dat aan geen enkel vormvereiste onderworpen is, wordt beslist in raadkamer binnen vijf dagen na de neerlegging ervan, het openbaar ministerie, de betrokkene en diens raadsman gehoord (artikel 27, § 3, eerste en tweede lid). Indien binnen de termijn van vijf dagen, eventueel verlengd, geen uitspraak over het verzoekschrift is gedaan, wordt de betrokkene in vrijheid gesteld (artikel 27, § 3, derde lid). De beslissing tot verwerping wordt gemotiveerd met inachtneming van hetgeen voorgeschreven is in artikel 16, § 5, eerste en tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 met betrekking tot de onmiddellijke aanhouding (artikel 27, § 3, vierde lid; Cass., 16 augustus 2005, P.05.1130.N; Cass., 1 december 2009, P.09.1675.N). De rechter moet de middelen beantwoorden die door de gedetineerde worden aangevoerd in het verzoekschrift tot invrijheidstelling dat bij hem aanhangig wordt gemaakt (Cass., 28 september 2011, P.11.1593.F). De rechter beschikt over een vrij appreciatierecht en is niet gebonden door de motivering op grond waarvan de onmiddellijke aanhouding werd bevolen (Cass., 26 februari 2013, P.13.0299.N). Indien het verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling wordt verworpen, kan een nieuw verzoekschrift worden ingediend na een termijn van een maand na de verwerping ervan (artikel 27, § 4, van de wet van 20 juli 1990). Tevens staan tegen die weigering hoger beroep en cassatieberoep open (artikel 30). Naast een vrijlating, kan op het verzoekschrift een vrijlating onder voorwaarden volgen conform artikel 35 van de wet van 20 juli 1990 of een vrijlating op voorwaarde van betaling van een borgsom.

B.12.8. Ten slotte kan de veroordeelde die meent onrechtmatig benadeeld te zijn door zijn onmiddellijke aanhouding, ook een vordering tot vergoeding wegens onregelmatige of onwerkdadige hechtenis indienen conform de artikelen 27 en 28 van de wet van 13 maart 1973 « betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis ».

B.13. Onder voorbehoud van de in B.11.6 en B.12.5 vermelde interpretaties, heeft de wetgever niet op onevenredige wijze afbreuk gedaan aan de rechten van de betrokken personen.

B.14. Onder dat voorbehoud, is het eerste onderdeel van het middel niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof,

onder voorbehoud van de in B.11.6 en B.12.5 vermelde interpretaties, verwerpt het beroep.

Aldus gewezen in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 10 juni 2021.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

L. Lavrysen

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/203015]

### Extrait de l'arrêt n° 86/2021 du 10 juin 2021

Numéro du rôle : 7400

*En cause* : le recours en annulation de l'article 2 de la loi du 29 novembre 2019 « modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qui concerne l'arrestation immédiate », introduit par Y.M.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents L. Lavrysen et F. Daoût, et des juges T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, T. Detienne et D. Pieters, assistée du greffier F. Meererschaut, présidée par le président L. Lavrysen,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 juin 2020 et parvenue au greffe le 11 juin 2020, Y.M., assisté et représenté par Me H. Rieder et Me L. De Groot, avocats au barreau de Gand, a introduit un recours en annulation de l'article 2 de la loi du 29 novembre 2019 « modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qui concerne l'arrestation immédiate » (publiée au *Moniteur belge* du 11 décembre 2019).

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant à la disposition attaquée*

B.1.1. La partie requérante demande l'annulation de l'article 2 de la loi du 29 novembre 2019 « relative à la détention préventive en ce qui concerne l'arrestation immédiate », qui a modifié l'article 33, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1990 « relative à la détention préventive » (ci-après : la loi du 20 juillet 1990). Avant sa modification par la disposition attaquée, l'article 33, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1990 prévoyait seulement la possibilité pour la juridiction de jugement d'ordonner l'arrestation immédiate lorsqu'il y a lieu de craindre que le prévenu ou l'accusé tente de se soustraire à l'exécution de la peine (ci-après : le risque de fuite). La disposition attaquée ajoute un deuxième fondement juridique, à savoir la crainte que le prévenu ou l'accusé commette d'autres crimes ou délits (ci-après : le risque de récidive).

Dans sa version actuelle, l'article 33, § 2, de la loi du 20 juillet 1990 dispose (la partie de phrase ajoutée figure en italique) :

« Lorsqu'ils condamnent le prévenu ou l'accusé à un emprisonnement principal de trois ans ou à une peine plus grave, sans sursis, et pour des condamnations pour des faits visés dans le titre *lerter* du livre II et dans les articles 371/1 à 387 du Code pénal, à un emprisonnement principal d'un an ou à une peine plus grave, sans sursis, les cours et les tribunaux peuvent ordonner son arrestation immédiate, sur réquisition du ministère public, s'il y a lieu de craindre que le prévenu ou l'accusé ne tente de se soustraire à l'exécution de la peine *ou ne commette de nouveaux crimes ou délits*. Cette décision doit préciser les circonstances de la cause motivant spécialement cette crainte.

Si, sur opposition ou appel, la peine est réduite à moins de trois ans et pour des condamnations pour des faits visés dans le titre *lerter* du livre II et dans les articles 371/1 à 387 du Code pénal, à moins d'un an, la cour ou le tribunal pourra, à l'unanimité, sur réquisition du ministère public, le prévenu et son conseil entendus s'ils sont présents, maintenir l'incarcération.